

# Modes de l'acquisition de la Nationalité Egyptienne

---

ANNÉE 1926

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT

(Es-Sciences Politiques et Economiques)

présentée et soutenue le Vendredi 11 Juin 1926, à 4 h.

PAR

Hassan MOHARRAM

---

*Président* : M. PILLET, *professeur*.

*Suffragants* { M. BASDEVANT, *professeur*.  
M. GIDEL, *professeur*.



PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUBE ET C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

---

1926



# Modes de l'acquisition de la Nationalité Egyptienne

---

ANNÉE 1926

THÈSE

N° —

POUR LE

DOCTORAT

(Es-Sciences Politiques et Economiques)

présentée et soutenue le Vendredi 11 Juin 1926, à 4 h.

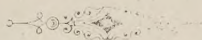
PAR

Hassan MOHARRAM

---

*Président* : M. PILLET, *professeur*.

*Suffragants* { M. BASDEVANT, *professeur*.  
M. GIDEL, *professeur*.



PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUE ET C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

---

1926

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MES CHERS PARENTS



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## INTRODUCTION

---

Au moment où nous commençons notre travail, une Commission est chargée par le Gouvernement de préparer sur la nationalité égyptienne une loi qui doit être présentée au Parlement pour être approuvée.

C'est une tâche assez délicate, car il faut bien se rendre compte de tous les aspects de cette importante question de la nationalité, qui forme la base du statut personnel, non seulement des ressortissants du pays, mais aussi de ceux qui désirent prendre sa nationalité.

Ce qui nous a poussé à traiter ce sujet si important et si intéressant, c'est le devoir qui incombe à tout Egyptien de faire son possible pour rendre à sa patrie la glorieuse situation qu'elle a eu dans l'antiquité.

Chaque Etat s'occupe de ses ressortissants et fait tout son possible pour la prospérité de son pays, en promulguant des lois pour régler et déterminer les charges et obligations des nationaux envers leur pays ; pour cela, il faut émettre des lois qui différen-

cient les nationaux des étrangers. Ce sont les lois sur la nationalité.

Chaque Etat a des lois différentes, chacune faite d'après les intérêts et les sentiments du pays ; de même, chaque Etat possède des lois pour la nationalité de ses ressortissants.

L'Egypte a également ses propres lois pour ses nationaux, comme elle possède une loi sur la nationalité, mais cette dernière loi n'est pas propre à l'Egypte, c'est une loi turque qui est intervenue dans ce pays, vassal de l'Empire Ottoman, en 1869.

Cette loi a été appliquée jusqu'en 1914 ; à ce moment, l'Egypte s'est détachée de la Turquie pour subir le protectorat anglais. A cette date, les doutes sur l'application de cette loi sur la nationalité commençaient ; on disait : « Puisque l'Egypte n'est plus vassale de la Turquie, il n'y a plus de raison de continuer à l'appliquer. » Mais ceux qui ont soutenu cette idée n'ont pas remarqué qu'il n'y avait pas d'autre loi pouvant la remplacer, et que cette loi, appliquée depuis longtemps, est devenue égyptienne ; par conséquent, on décidait de continuer l'application de cette loi jusqu'à ce que l'on fasse une loi spéciale pour l'Egypte, qui sera considérée comme une loi purement égyptienne, non comme une loi qui provient de la nation protectrice. Il est évident que la loi de la nationalité anglaise ne fut jamais appliquée en Egypte ; même après la déclaration du protectorat.

Mais la situation politique de l'Égypte est changée; elle est devenue un Etat souverain et indépendant depuis le 15 mars 1922. L'Égypte se trouve apte à faire des lois privées pour ses ressortissants et elle trouve que le moment est venu d'avoir une loi sur la nationalité qui lui soit propre, d'autant que cette loi de 1869 contient quelques lacunes et qu'elle manque de précisions sur quelques points. C'est parce que cette loi ne convient plus à l'Égypte en l'état actuel que le Gouvernement a chargé une Commission qui travaille actuellement d'élaborer une loi nouvelle sur la nationalité égyptienne. Nous n'avons nullement la prétention de faire une étude complète de la législation égyptienne relative à la nationalité ; nous voulons uniquement mettre à la disposition du pays et de cette Commission ce qui paraît à nos yeux le plus utile dans l'esprit de l'évolution scientifique contemporaine.

Nous espérons ainsi que ce petit travail vulgarisera en France l'idée générale de la législation égyptienne et servira en Égypte de guide pour une étude plus approfondie du détail, et donnera lieu à de nouvelles recherches et à d'intéressantes observations.

Nous souhaitons que ce travail inspire au lecteur, dont nous sollicitons l'indulgence, une part de l'intérêt que nous y avons trouvé.

*Plan de l'ouvrage.*

Nous diviserons le présent ouvrage en trois parties.

Dans la première partie, nous étudierons l'histoire contemporaine de l'Égypte et son statut actuel. Dans la deuxième partie, nous traiterons de l'acquisition de la nationalité en Égypte ; mais, comme l'acquisition de la nationalité peut avoir lieu à différentes époques (à la naissance et postérieurement), nous consacrerons un chapitre spécial à chaque cas.

Nous étudierons la nationalité d'origine, que nous subdiviserons en deux chapitres : premier chapitre, détermination de la nationalité *jure sanguinis* ; deuxième chapitre, détermination de la nationalité *jure soli*. Dans chacun de ces chapitres, nous ferons l'étude des divers cas, en les comparant à d'autres législations et en montrant les bons et mauvais côtés de chacune.

Dans la troisième partie, nous étudierons l'acquisition de la nationalité par un fait postérieur à la naissance. Nous examinerons successivement, dans trois chapitres, la naturalisation ordinaire, la naturalisation de faveur et la naturalisation par le seul effet de la loi. Nous diviserons les modes d'acquisition en autant de chapitres qu'il y aura de catégories de personnes.

Enfin, dans la conclusion, nous donnerons quelques appréciations sur la loi égyptienne.

## PREMIÈRE PARTIE

---

### CHAPITRE PREMIER

---

## APERÇU GENERAL SUR L'HISTOIRE CONTEMPORAINE ET LE STATUT ACTUEL DE L'EGYPTE

---

Nous n'allons pas traiter dans cette partie de notre étude l'histoire antique de l'Egypte et de ses glorieux Pharaons ; cela serait une répétition de choses connues et enseignées un peu partout. Nous esquisserons l'histoire moderne de l'Egypte dès que Mohamed Ali fut nommé vice-roi, avec le consentement de l'Empire Ottoman.

Nous décrirons les vicissitudes qu'a connues l'Egypte avant d'obtenir son indépendance et même jusqu'au moment où nous écrivons ces lignes.

*Mohamed Ali.*

Mohamed Ali prit le pouvoir en 1805, des mains des Mamelucks, qui représentaient alors l'Empire Ottoman et qui ne se donnaient pas beaucoup de peine pour veiller sur la prospérité d'un pays qui avait été le berceau de la civilisation et le symbole de la grandeur. Le nouveau vice-roi était un grand régénérateur ; il ne trouva, lorsqu'il monta sur le trône, ni arsenal, ni armée organisée, ni marine, ni finances, ni canaux d'irrigation, ni écoles modernes, ni législation. Mais, par son énergie et son esprit génial, il put rappeler aux Egyptiens leur gloire passée, leur puissance anéantie, et remplacer l'ignorance, la pauvreté, l'anarchie et la faiblesse par la science, la prospérité, l'ordre et la force. Avec l'armée égyptienne, il a pu chasser les Anglais d'Aboukir et de Rosette, le 14 septembre 1807. Il a donné, en 1823, la sécurité au Soudan Egyptien ; il a remporté des victoires dans la guerre turco-grecque en 1826-1829, a vaincu l'armée ottomane en 1832-1839 (1), et a obtenu l'autonomie de l'Egypte et du Soudan Egyptien en 1840 (Traité de Londres et les Firmans des 13 février et 1<sup>er</sup> juin 1841). Ces progrès rapides eurent pour artisans deux forces alliées, l'énergie de Mohamed Ali et la loyauté de la grande amie la France. Elles firent de l'Egypte

---

(1) V. *L'Angleterre en Egypte*, par Mme Juliette Adam, p. 15 et suiv.

une puissance libre, et de la famille de Mohamed Ali une famille régnante héréditaire. Vers la fin du règne de Louis-Philippe, Mohamed Ali I<sup>er</sup> étant tombé gravement malade, son fils Ibrahim gouverna l'Egypte pendant six mois. Il mourut avant son père, dont la mort se place en 1849.

*Albas I<sup>er</sup> et Saïd.*

Mohamed Ali eut pour successeur son petit-fils Abbas I<sup>er</sup>. Il était loin d'avoir toutes les qualités de son grand-père ; il songeait seulement à accroître sa fortune et à dilapider les finances de l'Etat. Il ne régna pas longtemps et fut assassiné en 1854.

Mohamed Saïd, fils de Mohamed Ali, qui avait fait ses études en France, devint vice-roi de l'Egypte en 1854. Il aimait passionnément son pays et entreprit certaines réformes utiles. Il construisit des chemins de fer, relia les villes et les villages de l'Egypte par des fils télégraphiques et codifia la loi sur les impôts, loi appliquée encore actuellement en Egypte. Pendant son règne commença le creusement du canal de Suez.

De Lesseps, alors qu'il était consul au Caire, s'était lié d'amitié avec le jeune Mohamed Saïd ; lorsque celui-ci monta sur le trône, de Lesseps lui envoya une lettre le félicitant et lui demandant un rendez-vous pour discuter l'affaire de l'isthme, sujet favori du grand ingénieur.

Le 15 novembre 1854, Saïd acceptait les plans de son ami, et, le 30 novembre, il signait l'acte de concession.

L'Angleterre avait été hostile à toute idée concernant le percement de l'isthme de Suez. Déjà, la campagne d'Égypte l'avait tellement alarmée pour l'Inde, que Napoléon a pu dire avec juste raison, de Sainte-Hélène : « Les Anglais ont frémi de nous voir occuper l'Égypte. Nous montrons à l'Europe le vrai moyen de les priver des Indes. »

Le canal de Suez fut inauguré, avec toute la pompe due à l'esprit inventif d'Ismaïl Pacha, en 1869. L'inauguration fut présidée par l'impératrice Eugénie, aux côtés de laquelle se trouvait l'empereur d'Autriche François-Joseph. Les gouvernements mentionnèrent la nouvelle de l'inauguration, dans leur harangue officielle, comme un événement de paix universelle.

*Ismaïl Pacha* (1863-1879).

C'est sous le règne d'Ismaïl Pacha que la question égyptienne prit une autre tournure ; il ne fut plus question d'intervention européenne pour régler les affaires entre le Sultan et son vassal.

La période d'emprunts qui s'ouvrit sous le règne de Saïd amena la débâcle financière sous le règne d'Ismaïl. Ce dernier avait voulu faire de l'Égypte un pays indépendant et puissant. Il avait beaucoup

de bonne volonté pour réaliser ses ambitions. Avec assez d'habileté, il parvint à réduire les liens qui attachaient l'Égypte au Sultan. C'est pendant son règne que la loi sur la nationalité fut introduite en Égypte, en 1869.

Dès le début de son règne, tous les actes d'Ismaïl furent des actes de prévoyance et de rare patriotisme.

Après avoir aidé par sa coopération la grande œuvre du canal de Suez, il solidifia l'amitié entre la France et l'Égypte, surtout pendant le règne de Napoléon III.

Ismaïl développa l'instruction gratuite à tous ses degrés en fondant des écoles supérieures spéciales, préparatoires et primaires, dans toutes les provinces de l'Égypte. Il envoya des mission scientifiques en France, en Italie et en Angleterre. Il établit de grands ateliers, de grands arsenaux, creusa des canaux, construisit des palais, des fortifications, et eut une flotte de guerre et de commerce de 130 bateaux à vapeur dans la Mer Rouge et dans la Méditerranée. Il créa et organisa une puissante armée comptant 260,000 hommes. Il construisit des chemins de fer et dota son pays de postes, de télégraphe et de phares; il fit du Caire, d'Alexandrie et de toutes les villes principales de l'Égypte des cités civilisées à l'euro-péenne. En parlant de lui, on ne peut oublier la célèbre phrase qu'il aimait à répéter : « Mon pays n'est plus en Afrique, il fait partie de l'Europe. »

Ismaïl fut constitutionnel dès les premiers jours

de son règne. Il forma la Chambre des Notables et le Ministère, en déclarant qu'il ne gouvernait pas seul, ce qui eut lieu surtout à partir de 1878.

Ismaïl était bon, généreux, instruit militairement à l'Ecole de Saint-Cyr.

Ses vues claires, son énergie et son patriotisme ont été favorables à l'Egypte ; mais ses prodigalités excessives et sa guerre contre l'Abyssinie, sa vente des actions du canal de Suez, ont été fatales pour lui et pour le pays.

Les dettes de l'Egypte, quand Ismaïl monta sur le trône, se montaient, avec le solde de prix des actions que le Gouvernement de Saïd avait achetées du canal de Suez, à 338 millions de francs. L'amende du jugement rendu par Napoléon III dans l'affaire du canal de Suez, avec les frais de son inauguration, furent de 367 millions. Les cadeaux qu'il offrit à Constantinople et aux grandes capitales européennes pour obtenir les concessions, les tribunaux mixtes et les emprunts, ont été de 700 millions.

En plus de cela, plusieurs autres centaines de millions furent dépensés pour d'autres affaires. Tous ces emprunts colossaux ont amené la débâcle financière du pays et ont causé de grandes inquiétudes dans les milieux financiers (1). La conséquence de ces crises fut que l'Angleterre délégua, en 1875,

---

(1) V. Mme Juliette Adam : *L'Angleterre en Egypte*.

M. Cave, avocat général de la Trésorerie, pour étudier la situation financière de l'Égypte ; il a conclu, dans son rapport, que les finances de l'Égypte étaient très obérées, et préconisait l'unification de la dette et la constitution d'un bureau de contrôle. Le décret du 7 mai 1876 unifiait la dette, qui s'élevait à 91 millions de livres sterling, à 7 %. Cet intérêt fut réduit à 5 % par un décret du 22 avril 1878.

La situation ne pouvait s'améliorer. C'est pourquoi elle eut pour conséquence la destitution d'Ismaïl, le 25 juin 1879, et son remplacement par son fils Tewfik. Ismaïl ne mourut que le 3 mars 1895, à Constantinople.

*Tewfik Pacha* (1878-1892).

Mohamed Tewfik, en succédant à son père, s'efforça d'allier la souplesse à la fermeté. Il obtint aux conseils des Puissances tout en s'efforçant de sauvegarder les intérêts égyptiens.

Sur la proposition de M. de Freycinet, chef du Cabinet français, et avec l'assentiment des autres Puissances, Tewfik Pacha instituait, le 30 mars 1880, par décret, la « Commission internationale de liquidation », après avoir rétabli, en septembre 1879, le Contrôle général des recettes.

La Commission de liquidation se composait de deux membres français, deux anglais, et un membre seulement pour chacun des autres pays : Autriche,

Hongrie, Allemagne, Italie. L'Égypte avait un délégué, simple assistant aux délibérations. Cette Commission prépara la « Loi de liquidation », qui est le code financier et la charte budgétaire de l'Égypte (1).

Cette loi, dont les articles sont au nombre de 99, a fixé le chiffre de la dette, les ressources du Gouvernement et le relevé général de la situation financière du pays.

Jusqu'à cette date, la dette publique était :

|                                |                   |
|--------------------------------|-------------------|
| Dette privilégiée .....        | 22.689.800 l. st. |
| Dette unifiée .....            | 58.040.326        |
| Emprunt Daïra Sanieh et Daïra  |                   |
| Kassah .....                   | 9.518.804         |
| Emprunt domanial Rothschild .. | 8.500.000         |
|                                | <hr/>             |
|                                | 98.748.930 l. st. |

La loi de liquidation fixa l'intérêt de cette dette à 5 % et l'amortissement en 65 ans, à partir du 15 octobre 1876. Tous les créanciers, malgré la baisse de l'intérêt, furent satisfaits de voir leurs créances garanties.

L'Égypte semblait en bonne voie. Elle allait atteindre son but ; mais le ciel se couvrit de nuages, et Tewfik Pacha se trouva dans une période de troubles qu'il ne put réprimer avec la force nécessaire.

---

(1) V. Himaya : *Condition internationale de l'Égypte depuis 1914*, p. 45.

Ces troubles occasionnèrent l'intervention et l'occupation anglaise du pays.

Des officiers de l'armée égyptienne, mécontents, tenaient souvent des réunions où Arabi Pacha et deux de ses collègues assistaient. Le but de ces réunions était d'abord d'arriver à déposer le ministre de la guerre, Osman Rifki Pacha, qu'on suspectait de favoriser les officiers étrangers au détriment des nationaux. En second lieu, ils demandaient l'accroissement des pouvoirs de la Chambre.

On peut faire remonter à cette date les premières aspirations nationales, et l'on murmurait déjà la formule : « L'Egypte aux Egyptiens. »

Ceci eut comme conséquence que le Ministère démissionna et fut remplacé par un autre, composé de membres du parti nationaliste, Arabi lui-même étant ministre de la Guerre.

La France et l'Angleterre, voulant éviter un danger éminent, s'empressèrent de remettre au khédive, le 8 janvier 1882, une note où elles déclaraient le soutenir contre le parti militaire. Cette note ne produisit pas l'effet attendu ; elle augmenta au contraire les partisans d'Arabi, qui considérèrent que les deux puissances s'ingéraient à tort dans les affaires intérieures de l'Egypte.

Le 10 avril 1882, des officiers circassiens ourdirent un complot contre Arabi ; mais celui-ci prit des mesures sévères contre eux. Il les fit emprisonner et traduire devant la Cour martiale. Leur condam-

nation fut tellement sévère que le khédive hésita à ratifier le jugement. Tewfi Pacha eut l'idée d'en référer à la Porte, et, le 8 mai, il signa un décret commuant les peines, à la satisfaction de l'opinion publique.

La situation s'aggravait de jour en jour ; il fallait mettre un terme à ces choses.

La France fit une dernière tentative pour l'éloignement d'Arabi et de quelques-uns des meneurs ; mais le khédive ne put s'y décider.

Le 20 mai, l'escadre franco-anglaise mouillait devant Alexandrie. Le 25, les représentants de la France et de l'Angleterre remettaient au premier ministre, Sami Baroudi Pacha, une note demandant la démission du Ministère, l'éloignement temporaire d'Arabi et de ses compagnons. Le Cabinet remit sa démission au khédive le 26 mai, mais en protestant contre cette note des consuls généraux. Le 27, le khédive résolut de tenter un dernier effort ; il convoqua les grands dignitaires militaires, civils et religieux. Il leur déclara qu'il prenait en mains le commandement des troupes.

Mais le mot d'ordre fut que, dans le cas où Tewfik Pacha accepterait la démission d'Arabi, des désordres immédiats se produiraient.

Arabi, réintégré dans ses fonctions, donna aussitôt l'ordre de mettre les fortifications d'Alexandrie en état de défense et de pousser avec ardeur les préparatifs de résistance en prévision d'une intervention

étrangère éventuelle. Il remplissait les fonctions d'un véritable dictateur.

L'Angleterre ne manqua aucune occasion pour s'immiscer dans les affaires intérieures du pays ; elle se prétendait le conseiller du khédive, qui écoutait d'ailleurs ses conseils de bonne foi ; la France, au contraire, restait toujours loyale et ne se mêlait des affaires égyptiennes que quand la nécessité le lui imposa.

Quelques jours plus tard, le 11 juin, eurent lieu de grands massacres à Alexandrie. La cause en fut l'incident du Maltais ! Cet incident se résume ainsi :

Un Maltais qui avait loué un âne pour plusieurs heures refusa d'en payer le propriétaire. Celui-ci insistant, le Maltais lui donna un coup de couteau !

Ce fut le commencement du massacre. Les indigènes tuèrent le Maltais. La police ne put empêcher les bagarres.

Plusieurs écrivains qui firent le récit de cette émeute ont assuré que ce sont les Anglais qui avaient préparé ces massacres. Sir E. Malet, quelques jours avant l'incident, ne conseillait-il pas aux Anglais résidant en Egypte de la quitter immédiatement ?

M. Cookson, consul général de l'Angleterre à Alexandrie, ne distribuait-il pas lui-même des armes et des munitions aux Anglais ? Ces armes et ces munitions lui avaient été apportées par la flotte anglaise, jettant ses ancres dans les eaux d'Alexandrie.

M. Cookson informa de ses projets son collègue le consul français, le 7 juin. Celui-ci refusa de s'associer à cette trahison. M. Cookson essaya en vain de faire partager ses idées par les représentants des puissances. Ceux-ci ne virent dans ce plan qu'un grand danger, mais le dit Cookson arma tous les apaches maltais d'Alexandrie (1).

Après avoir soufflé sur cette étincelle, les Anglais crièrent au feu à tous les échos : le fanatisme, prétendaient les excitateurs, régnait en Egypte.

M. de Freycinet déclara, le 12 juin, au Sénat, que des armes avaient été données aux Maltais d'Alexandrie, quelques jours avant l'incident. « Dire que la cause de ces massacres, ajouta-t-il, est le fanatisme, c'est faux. »

M. de Freycinet, dans cette séance, fit l'éloge du Gouvernement égyptien.

Le khédive partit du Caire pour Alexandrie aussitôt après l'incident, afin de calmer les Européens. Il reçut les consuls dès son arrivée et leur donna l'assurance des sympathies de son peuple pour les étrangers.

Le 25 juin 1882, les représentants de la France, de l'Italie, de l'Allemagne, de la Russie, de l'Autriche et de l'Angleterre se réunirent à Théracie et signèrent le protocole suivant : « Les Gouvernements

---

(1) V. Mme Juliette Adam : *L'Angleterre en Egypte*, p. 65.

représentés par les soussignés s'engagent, dans tout arrangement qui pourrait se faire par suite de leur action concentrée par le règlement des affaires d'Égypte, à ne chercher aucun avantage territorial, ni la concession d'aucun privilège exclusif, ni aucun avantage commercial pour leurs sujets, que ceux que toute autre nation ne puisse également obtenir. »

Quinze jours après ce protocole, le 11 juillet, la flotte anglaise bombardait Alexandrie. Page douloureuse pour l'Égypte, page que l'Histoire a inscrite comme exemple du plus déshonorant des complots (1).

Depuis lors, les Anglais occupent l'Égypte, sous prétexte de rétablir la sécurité, de soutenir le trône et de sauvegarder les intérêts étrangers. Ce sont de mauvaises excuses prétendues pour les laisser occuper le pays. Mais aucune de ces prétentions n'a jamais été légitimée, cela d'autant plus que l'Angleterre n'a jamais été choisie comme mandataire par les autres Puissances. On peut dire, au contraire, que c'était plutôt le devoir de l'Empire Ottoman de se préoccuper des affaires égyptiennes. Malheureusement, l'Empire ne se dérangeait pas beaucoup, laissant les Puissances s'immiscer dans les affaires de l'Égypte.

Le premier prétexte sur lequel l'Angleterre s'est

---

(1) V. Mme Juliette Adam, p. 66.

appuyée pour occuper l'Égypte, provisoirement, disait-elle, a été le soutien du trône ; mais, si l'on regarde bien son action en Égypte, on voit clairement qu'elle combattit en réalité le pouvoir du khédive. Le khédive avait accordé des grades aux officiers de l'armée égyptienne, de son armée, cela avant l'occupation anglaise ; Sir E. Malet, consul général d'Angleterre, demanda, au nom de son Gouvernement, au retour du khédive d'Alexandrie, de retirer ces grades.

Lord Dufferin, en organisant l'administration de l'Égypte à la suite de l'occupation, ne voulait entendre aucun conseil du khédive, qui connaissait pourtant son pays et ses besoins, puisqu'il avait été ministre sous le règne de son père. Lord Cromer lui demanda, au nom de l'Angleterre, de signer le décret d'abandon du Soudan, en 1884, et d'admettre la démission de Chérif Pacha, que le khédive savait dévoué au trône et à sa patrie.

Cette occupation déloyale continua, malgré qu'elle portât atteinte à l'intégrité de l'Empire Ottoman, consacrée par le traité de Paris de 1856 et le traité de Berlin de 1878, et qu'elle violât directement les dispositions de la convention de Londres (1840).

L'Angleterre savait bien que son occupation du pays et son ingérence dans ses affaires étaient anormales ; mais, pour éviter toute protestation, soit de la part de l'Empire Ottoman, soit des autres puissances, elle déclarait à maintes reprises, par la voix

de ses hommes d'Etat, qu'elle n'avait nullement l'intention de rester ou d'occuper l'Égypte pour longtemps. On pourrait compter plus de soixante-six de ces déclarations. Nous en citerons quelques-unes :

1° Discours de la reine Victoria, du 15 juin 1883 :  
« Toutes les obligations internationales seront respectées en Égypte. »

2° Déclaration faite à la Chambre des Communes par Sir Charles Dilke, Foreign under Secretary, le 9 août 1883 : « Le Gouvernement de Sa Majesté est opposé à l'annexion de l'Égypte et à tout ce qui y ressemblerait, tant par fidélité à ses promesses solennelles que par souci des intérêts de l'Angleterre. »

3° Lord Granville avait écrit à M. Waddigton, ambassadeur de France, dans sa lettre du 16 juin 1884 : « Le Gouvernement de Sa Majesté proposera, à la fin de l'occupation anglaise, ou avant, aux Puissances et à la Porte, un projet de neutralisation de l'Égypte, sur la base des principes appliqués à la Belgique. »

4° Déclaration faite par Lord Granville à Hassan Fahmy Pacha, le 8 février 1895 (Blue Book 1895) :  
« Le Gouvernement de Sa Majesté a l'intention formelle de se retirer de l'Égypte pour des raisons politiques et financières. »

Tout cela prouve que l'Angleterre avouait et reconnaissait l'illégitimité de sa présence en Égypte et qu'elle avait toujours promis de se retirer le plus tôt possible. Ces promesses furent toujours très élas-

tiques, et cela éveilla et entretint chez les Egyptiens l'ardent désir de chasser les Anglais de leur cher pays et de rester maîtres chez eux.

Le khédive Tewfik Pacha souffrait si douloureusement de la tyrannie anglaise qu'il tomba malade et mourut le 7 janvier 1892.

*Abbas Hilmy Pacha (1892-1914).*

Le jeune prince reçut la nouvelle de la mort de son père à dix-huit ans, alors qu'il était à Theresianum, le collège noble de Vienne, où il achevait ses études.

Il fut salué à son arrivée à Alexandrie par l'armée anglaise et par l'escadre française. Quand il arriva au Caire, le chef de cabinet, Mustafa Hahmy, lui donna lecture de la dépêche de Constantinople le nommant khédive d'Egypte.

Depuis le début de son règne, il se montra contre les Anglais et leurs actes d'intervention dans les affaires de l'Egypte. Il demanda au chef de cabinet, qui était dévoué aux Anglais, de démissionner, et le fit remplacer par Fakry Pacha, signalé par son hostilité envers l'Angleterre ; mais un pareil changement ne répondait pas aux vœux des Anglais, et, après quelques discussions des deux côtés, Fakry Pacha était remplacé par Riaz.

Il y eut quelques sévérités politiques de la part de l'Angleterre, soit directement, soit par l'intermédiaire de son représentant en Egypte. Un fait

qui a surexcité les esprits en Egypte, c'était l'affaire de Denchiway, en 1906 ; cet incident se déroula ainsi : des officiers anglais accompagnés par un guide voulurent aller à la chasse. En route, ils tirèrent sur les pigeons domestiques des habitants, en dépit des conseils de leur interprète. Les paysans propriétaires de ces pigeons voulurent protester ; entre eux et les chasseurs, une lutte s'engagea, au cours de laquelle trois Egyptiens et trois Anglais furent blessés. Un de ces derniers, le capitaine Bull, parvenant à se sauver, parcourut plusieurs kilomètres à pied, par une chaleur torride, et tomba mort d'insolation. Comme représailles, les soldats anglais envahirent alors le village voisin, Denche-way, et y tuèrent des paysans. Un tribunal d'exécution fut institué pour juger cinquante accusés indigènes. Quatre paysans furent condamnés à la pendaison, et les autres à des peines variant des travaux forcés à la flagration.

Les instruments de supplice furent dressés devant la demeure de chaque condamné. Quant aux soldats anglais, ils n'ont pas été poursuivis.

En Angleterre, Sir Edward Grey parla d'un prétendu fanatisme : c'était toujours leur mauvaise arme pour défigurer les aspirations nationales. Mais, grâce à la campagne de Moustafa Kamel, les condamnés furent libérés.

Cet incident, d'une sauvagerie sans pareille, reste

gravé dans la mémoire de tout Egyptien, et aujourd'hui les Anglais eux-mêmes le regrettent (1).

*L'accord du 18 avril 1904.*

Jusqu'à cette date, la France s'était trouvée seule pour lutter contre la politique anglaise en Egypte, sans avoir aucun appui pour soutenir le droit du faible. Elle changea alors la tactique de sa politique en cherchant à établir une période d'amitié entre elle et l'Angleterre.

Des concessions mutuelles étaient nécessaires pour asseoir cette amitié sur des bases solides. Les deux pays avaient des ennuis, l'un au Maroc, l'autre en Egypte. Chacune des deux puissances donnait à l'autre les mêmes avantages qui lui seraient réservés dans le pays qu'elle occupe. Ceci fut l'objet de l'accord de 1904. Mais si la France avait des droits légitimes au Maroc, l'Angleterre n'avait pas le moindre droit de se trouver en Egypte, et ses paroles étaient toujours des prétentions de pure fiction.

La situation dura ainsi, et l'Angleterre occupait tyranniquement et injustement l'Egypte.

Le khédivé Abbas II fut destitué en 1914.

---

(1) V. Lord Cromer, *Albas II*, préface.

## CHAPITRE II

---

### L'EGYPTE AU COURS DE LA GUERRE

---

La répercussion de la guerre mondiale ne se fit pas seulement sentir sur les belligérants, mais eut son contre-coup sur des champs plus vastes que le champ de bataille, contre-coup que l'on sentit partout, même dans les pays neutres. L'Egypte, un de ces pays, a senti cet effet d'une façon notable.

Dès l'entrée de l'Empire Ottoman en guerre, les leaders du pays firent connaître au chef de l'armée anglaise, le général Maxwil, la volonté du peuple égyptien de coopérer à la défense de son pays à ses côtés, à conditions qu'à la fin des hostilités l'Egypte retrouve sa liberté et sa complète indépendance.

L'Angleterre n'accepta pas cette coopération d'un geste habile. Une série de mesures sérieuses de la part des Anglais se succédèrent : le 2 novembre 1914, l'« état de siège » était proclamé ; c'était le premier

acte de la suite ininterrompue des proclamations que les Egyptiens trouvèrent depuis lors fréquemment affichées sur les murs de leur pays. De même, une autre proclamation parut, donnant aux forces militaires le droit de réquisition, mesure si injustement appliquée que tous les paysans, très pacifiques pourtant, commencèrent à montrer un certain mécontentement. La conséquence de cette faute fut un mécontentement et un soulèvement général du pays.

Outre cela, au Caire, et aussi dans quelques autres villes qui contenaient des casernes pour les soldats britanniques (soit Anglais, soit Néo-Zélandais, soit Australiens), ces soldats commirent des dégâts tels qu'il fallut exiger l'intervention de la force armée pour remettre l'ordre : des quartiers entiers furent brûlés ou dévastés par eux. Ces soldats, qui devaient combattre pour la justice, ne respectaient souvent ni la propriété ni l'homme.

Le 18 décembre 1914, on vit, placardée sur les murs de la capitale, la proclamation suivante :

« Le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique pour les Affaires étrangères annonce que, vu l'état de guerre résultant de l'action de la Turquie, l'Egypte a été placée sous la protection de Sa Majesté et constituera dorénavant un protectorat britannique.

« La suzeraineté de la Turquie sur l'Egypte cesse ainsi d'exister, et le Gouvernement de Sa Majesté prendra les mesures nécessaires pour la défense de

l'Égypte et pour la protection de ses habitants et de ses intérêts. »

L'histoire de l'Égypte entra à cette date dans une nouvelle phase. Les Anglais, par leur seule volonté, avaient trouvé bon de lui imposer un statut nouveau. Leur prétention était d'affermir le protectorat de fait en protectorat de droit. Erreur profonde ! Un protectorat n'est valable que quand le pays protégé donne son consentement et ne peut exister sans un traité passé entre les deux États.

Or, l'Égypte n'a jamais accepté une pareille situation. Si elle a gardé le silence pendant les hostilités, c'est que tous les habitants croyaient à la bonne foi de l'Angleterre.

Le pays gardait son calme habituel et se résignait à attendre le jour de la liberté.

*Sultan Hussein Kamel I<sup>er</sup> (1914-1917).*

La question de désigner un souverain remplaçant le précédent destitué se présenta devant l'Angleterre ; mais son remplacement devait répondre à la coutume séculaire qui veut que le chef au pouvoir soit un membre de la famille Mohamed Ali. Le choix tomba sur la branche collatérale ; S. A. le prince Hussein Kamel Pacha, oncle du khédive destitué, fut désigné pour remplir la nouvelle charge ; on lui donna le titre de sultan. La nouvelle fut annoncée au peuple par la voie de publicité le 19 décembre.

Le Sultan reçut le programme que l'Angleterre s'engageait à suivre.

Il y était mentionné entre autres que l'Égypte, qui faisait auparavant partie de l'Empire Ottoman, ne serait dorénavant rattachée par aucun lien avec ce dernier. Fait bizarre de la part de l'Angleterre, car par quel droit se donnait-elle le pouvoir de changer le statut de l'Égypte ? Comment pouvait-elle avoir pareille prétention ? Nous croyons que son acte est contraire à la Convention de Paris et aux traités intervenus entre l'Angleterre et les autres Puissances concernant l'Égypte.

L'Angleterre ou n'importe quelle autre Puissance ne pouvait, sans le concours commun, intervenir dans les affaires d'Égypte. L'Angleterre reconnaissait formellement, dans l'accord de 1904, qu'elle n'avait nullement l'intention de toucher au statut politique du pays, et, à la première occasion qui se présentait, elle passait outre cet engagement.

Le nouveau souverain était un propriétaire et un agriculteur des plus avertis. Il présidait la Société d'Agriculture du Caire, et, malgré son âge assez avancé, il ne crut pas devoir refuser un tel poste qui lui permettrait de rendre service à son pays. Il aida beaucoup l'agriculture, source de toutes les richesses de l'Égypte.

L'année 1917 fut fertile en événements : les troupes anglaises étaient victorieuses en Palestine, leur succès était assuré par la construction (grâce à l'in-

tervention des ouvriers égyptiens) des lignes de chemins de fer et des routes dans le désert.

La conséquence de ce succès fut l'avance des Anglais dans ce pays. Le 7 novembre, on annonçait officiellement leur entrée à Gaza, et un mois plus tard à Jérusalem.

En 1917, le sultan Hussein I<sup>er</sup> tomba malade et mourut, après avoir régné trois ans. Son fils renonça au trône.

*Roi Fouad I<sup>er</sup>.*

Ce fut alors le frère du défunt souverain qui lui succéda. Le 10 octobre, S. H. Fouad I<sup>er</sup> monte sur le trône, avec le même titre de sultan que feu son frère.

« Fouad I<sup>er</sup> est né au Caire, le 26 mars 1868. Il est le plus jeune fils du khédivé Ismaïl. Lorsque celui-ci fut déposé et exilé en Italie, en 1879, il l'accompagna dans son exil et dès ce moment se lia d'amitié avec l'Italie, où il reçut son éducation à l'Académie de Turin, que le comptait parmi ses meilleurs élèves ; il eut pour camarade le prince Victor-Emmanuel, actuellement roi d'Italie. Dans l'armée italienne, il arriva jusqu'au grade de capitaine d'artillerie. Il possède une grande culture littéraire et scientifique. » (1)

---

(1) V. Mme Adam, p. 218.



La population égyptienne, confiante en l'avenir, prêtait son concours à l'Angleterre de diverses façons. Des milliers d'ouvriers du pays, de tous les métiers, étaient mobilisés pour les travaux de l'armée ; les Anglais ne se faisaient pas scrupule de prendre tout ce qu'il leur fallait. Toute la production de blé, maïs, avoine, passait à l'armée, et les bestiaux du paysan étaient achetés à vil prix.

L'Égypte n'a pas seulement aidé l'Angleterre en lui donnant ses produits, mais elle lui a offert des secours d'argent ; au budget égyptien de 1918 a figuré une contribution de 3,500,000 livres sterling comme assistance à l'œuvre de guerre.

Les Anglais s'emparaient du coton égyptien et l'achetaient à vil prix, ce qui provoqua une crise financière sans précédent dans le pays.

### CHAPITRE III

---

## L'EGYPTE DES L'ARMISTICE JUSQU'A NOS JOURS

---

L'Egypte, durant la guerre, a beaucoup souffert de la tyrannie anglaise ; le commandant en chef de l'armée anglaise était, d'après l'état de siège, un vrai dictateur qui faisait tout à sa guise et exploitait impitoyablement les intérêts du pays sans faire attention au mécontentement du peuple.

De plus, la liberté individuelle était inconnue ; il suffisait qu'une personne soit suspecte pour être déportée hors d'Egypte.

Toutes ces injustices ont rendu le peuple égyptien plus tenace pour réclamer son indépendance et acquérir sa liberté.

Ce pays, qui était en réalité un bon facteur pour la réussite des Alliés en Proche-Orient, attendait pa-

tiemment son sort et gardait la bonne foi dans la reconnaissance de l'Angleterre pour lui rendre son indépendance complète, ce qui était son droit légitime.

On parla dans tout l'univers des nouveaux principes pour le maintien de la paix universelle ; M. Woodrow Wilson avait, lors du Congrès américain, fait connaître à son peuple et au monde entier, par ses messages, les bases d'une paix durable et d'une société nouvelle. Dans son discours du 8 janvier 1918, il posait ses quatorze points connus. Ces principes répondaient aux vœux les plus chers de l'Egypte ; c'était le commencement d'une ère nouvelle, ère de bonheur et de prospérité pour les pays qui souffraient ; un de ces principes était le droit pour les peuples de disposer d'eux-mêmes.

Le 11 novembre 1918, lorsque l'armistice fut fêté en Egypte, le pays ne se contenait plus de joie, le pays était ravi de la victoire, et confiant dans les principes wilsoniens connus, il espérait entrer dans une autre ère.

M. Wilson n'a-t-il pas dit : « Le temps des conquêtes et des agrandissements est passé, de même également le temps des conventions secrètes.

« Nous voyons très clairement qu'à moins que justice ne soit faite aux autres, elle ne nous sera pas faite à nous. Les peuples ne doivent pas être passés d'une souveraineté à une autre par une Conférence internationale ou un arrangement entre rivaux et

adversaires. Les aspirations nationales doivent être respectées. Les peuples ne doivent être aujourd'hui donnés ou gouvernés que par leur propre consentement. »

Ce dernier paragraphe était la réalisation des aspirations nationales ; c'était reconnaître au pays le droit de dénoncer tous les actes arbitraires intervenus depuis 1841 entre les puissances et contre lesquels il n'a jamais cessé de protester énergiquement.

Dès le lendemain de l'armistice, l'Égypte commença à revendiquer ses droits. Zaghloul Pacha et deux de ses collègues se rendirent chez le Haut-Commissionnaire anglais, et lui firent savoir que l'Égypte après avoir bien travaillé pour la paix, réclame, et le moment est venu, son indépendance ; le Haut-Commissionnaire répondit qu'il n'avait rien reçu de son Gouvernement à ce sujet.

Charawi Pacha, un des trois délégués, répondit : « Nous voulons l'amitié qui lie l'homme libre à l'homme libre, non l'amitié qui unit l'esclave à l'homme libre. » La délégation revendiquait l'indépendance de l'Égypte.

Toute l'Égypte s'éveilla et seconda Zaghloul, qui avait jugé l'heure propice pour se mettre à la tête du pays.

Aussitôt, des milliers de signatures d'Égyptiens donnaient mandat à la délégation dirigée par lui pour revendiquer l'indépendance complète du pays à la Conférence de Paris. Le pays était dans un grand

état d'effervescence ; il se leva d'un seul coup. Le premier ministre, Rouchdy Pacha, fit une demande auprès des autorités anglaises pour fixer le statut de l'Égypte d'une manière définitive.

Rouchdy Pacha proposa de se rendre en Angleterre, accompagné d'un de ses collègues, Adly Yeghen Pacha, et de la délégation nationale. Sur le refus de cette demande, le ministère tomba.

Sur cela, la question s'aggrava davantage, et tout le pays montra son mécontentement.

L'Angleterre crut peut-être que, par la violence, elle arriverait à améliorer la situation ; alors, par crainte de la popularité croissante de Zaghloul, le 8 mars, le général Watson fit arrêter et déporter à Malte Zaghloul et trois de ses collègues, Ismaïl Sidky Pacha, Mohamed Mahmoud Pacha et Hamad el Bassel Pacha.

Cet acte injuste mit le comble à la fureur du pays, et l'Égypte entière se révolta ; toutes les classes montrèrent leur mécontentement, les fonctionnaires de l'Etat se mirent en grève pour manifester leurs sentiments. A travers les villes se formaient des cortèges de manifestants pacifiques qui protestaient contre le régime de terreur. Par comble, il fallut que la force armée s'y mêlât pour combattre les manifestants ; rien ne fut épargné, et nombreux furent ceux qui trouvèrent la mort par les balles des mitrailleuses installées à tous les coins de rues. Mais, en dépit de toutes ces sauvageries, les Egyptiens, par

leur ténacité, montrèrent que l'on ne peut gouverner un peuple malgré sa bonne volonté.

L'Angleterre, pour la première fois, allait reconnaître officiellement son erreur et tâcher de rétracter son acte arbitraire. Voyant que la paix ne serait jamais rétablie avant la mise en liberté des déportés, elle donna l'ordre, le 7 avril 1919, à son représentant le général Allenby, de les laisser aller librement.

Le 19 avril, la délégation égyptienne, présidée par Zaghloul Pacha, arrivait à Paris pour présenter les revendications de la nation, basées sur les nouveaux principes, et pour défendre la Cause égyptienne auprès de la Conférence de la Paix. Par un hasard étrange, le protectorat sur l'Égypte était reconnu par le président Wilson le 22 avril. Déjà, le président des États-Unis laissait déjouer tous ses plans par le fin diplomate qu'était Lloyd George, qui manœuvrait la Conférence à sa guise.

Mais tout cela n'eut pas la moindre influence sur la délégation ; celle-ci, convaincue de la légitimité de ses revendications, ne laissa échapper aucune occasion de manifester en faveur des droits de l'Égypte et de montrer sa capacité de se gouverner elle-même.

Malgré tout, la tâche n'était pas très facile ; la délégation frappa en vain à la porte de la Conférence de la Paix. Pendant plus d'un an, elle envoya lettres, notes, protestations, dépêches, à M. Clemenceau. Elle n'en obtint aucune réponse. Le temps passait, et les hommes politiques ne voulaient pas entendre parler

de la délégation. De loin en loin, les journaux français glissaient dans leurs colonnes quelques lignes insignifiantes, mais, comme s'ils s'étaient donné le mot de passe, ils se refusaient à publier aucun des articles que la délégation leur faisait parvenir (1).

Dans un émouvant réquisitoire, le 28 juin 1919, la délégation égyptienne exposait à la Conférence de la Paix les atrocités commises en Egypte. Ce rapport se terminait ainsi :

« Mais n'y a-t-il pas de quoi douter de la justice devant les combinaisons diplomatiques des hommes d'Etat qui, par un habituel échange de complaisances politiques, se partagent, aux dépens de la justice et du droit, les dépouilles des faibles ? »

Le rapport continuait en disant : « Atrocités commises par les soldats, incendies des villages, assassinats des personnes, pillages des biens, arrestations et exil des patriotes suspects, tous les moyens de terreur demeurèrent vains ! La nation égyptienne continue à ne pas reconnaître un protectorat imposé par la force, et elle est unanime à réclamer son indépendance. »

L'Angleterre a voulu prendre d'autres mesures pour calmer la situation. Alors, elle songea à envoyer une mission en Egypte pour connaître les raisons des mécontentements, comme si ces motifs lui étaient complètement étrangers.

---

(1) V. L. Himaya, p. 97.

Lord Milner était tout indiqué pour remplir cette rude besogne. Un journal mi-officiel anglais publiait le 23 avril 1919 une dépêche Reuter annonçant que le Gouvernement anglais avait l'intention d'envoyer en Egypte une mission spéciale, sous la présidence de Lord Milner, et ayant pour but de proposer le changement de la situation rendue par le protectorat. La nouvelle fut mal accueillie en Egypte. Tout le monde décida de ne pas reconnaître cette mission. Si elle voulait connaître les réclamations du peuple, elle n'avait qu'à aller à Paris trouver la délégation égyptienne, seule représentante du pays.

L'Angleterre, après la ratification par les Puissances du Traité de Versailles, pouvait prendre une décision pour envoyer cette mission ; le traité signé le 28 juin 1919 consacre la section VI de la IV<sup>e</sup> partie à la question égyptienne (art. 147 à 154).

La mission Milner a essayé de tous les moyens possibles pour entrer en pourparlers avec les Egyptiens, comme elle faisait tout pour faire échouer le boycottage déclaré contre elle, mais tous ses efforts furent vains. Après avoir publié plusieurs proclamations, elle décida de se rendre en Angleterre, une conférence anglaise des colonies au cours du mois de mars exigeant la présence de Lord Milner.

Parfois, un de ses membres allait visiter une administration ou un tribunal, pour tâcher de connaître les idées, mais il suffisait que l'on eût connaissance de sa présence pour que tout le monde, ou bien se

mit en grève, ou bien s'abstînt complètement d'entrer en discussion avec lui. On lui répétait toujours : « Nous avons notre délégation à Paris, allez lui parler. »

Pour arriver à faire œuvre utile, la Commission a dû recourir à la délégation égyptienne. Un des membres de la Commission a été chargé d'inviter le chef de la délégation à Londres pour régler directement avec Lord Milner. Avec sa méfiance de diplomate accompli, Zaghloul dépêcha à cette capitale deux de ses collègues pour s'assurer des propositions anglaises. Ce n'est que lorsqu'il a été convaincu qu'il pourrait aboutir à une solution possible qu'il s'est décidé à s'y rendre lui-même pour diriger les pourparlers.

Après deux mois et demi de sérieuses discussions, chacune des deux parties a été amenée à poser les termes d'un projet de convention. Le 13 juillet 1920, Lord Milner élaborait le plan d'un protectorat déguisé traçant les grandes lignes d'un accord.

La délégation n'a rien voulu décider sans avoir pris l'avis du pays. Quatre de ses membres sont partis pour l'Égypte, afin d'expliquer les termes exacts du projet et donner les éclaircissements nécessaires. En fait, la nation approuva l'adoption du projet, mais en formulant certaines « réserves » qui en atténuaient la portée, une bonne preuve de l'esprit de conciliation et d'entente.

Les réserves faites par l'Égypte avaient pour but

de faire respecter l'indépendance dont parle le projet et de l'asseoir sur des bases solides et durables. Les réserves furent présentées à Lord Milner, mais le diplomate anglais ne put admettre de pareilles concessions ; il déclara que c'étaient de simples « questions de détail ».

La délégation égyptienne, n'ayant pas pu avoir satisfaction, interrompit les négociations et décida de quitter Londres.

Malgré tout ce que l'Angleterre put faire, jamais l'Égypte ne voulut accepter de reprendre les pourparlers avant qu'une décision formelle de la part de l'Angleterre n'abolît le protectorat établi en 1914, et que les discussions aient pour base l'indépendance du pays.

Dans les premiers jours de janvier 1921, Lord Milner présentait sa démission à son Gouvernement.

L'Angleterre, ayant bien remarqué que le régime du protectorat ne pouvait ni réussir ni être pratiqué longtemps en Égypte, se décida à entrer dans de nouveaux pourparlers pour trouver une solution pour la question égyptienne. Dans sa lettre du 26 février 1921, Lord Allenby exposait la décision du Gouvernement britannique en ces termes :

« Le Gouvernement de Sa Majesté, ayant étudié les propositions faites par Lord Milner, est arrivé à la conclusion que le statut du protectorat ne constitue pas une relation satisfaisante dans laquelle l'Égypte doit continuer à rester à l'égard de la

Grande-Bretagne. Quoique le Gouvernement de Sa Majesté n'est pas encore arrivé à des décisions définitives par rapport aux recommandations de Lord Milner, il désire procéder à un échange de vues relativement à des recommandations avec une délégation désignée par sa Hautesse le Sultan, dans le but, si possible, de substituer au protectorat une relation qui, tout en assumant les intérêts spéciaux de la Grande-Bretagne et en la mettant à même d'offrir des garanties suffisantes aux Puissances étrangères, s'accorderait avec les aspirations légitimes de l'Égypte et du peuple égyptien. »

Adly Yeghen Pacha, devenant premier ministre, faisait des déclarations importantes concernant le but que proposait le Ministère. Tout faisait prévoir que le premier ministre aura la mission de représenter officiellement l'Égypte aux prochaines discussions avec l'Angleterre.

D'après les programmes du Ministère, la délégation officielle devait partir pour négocier en collaboration de l'ancienne délégation.

Nous citerons quelques lignes du programme du nouveau Cabinet, tracé dans la lettre adressée par Adly Pacha au Sultan le 17 mars : « Dans l'action politique à entreprendre, le Ministère aura en vue d'arriver à un accord mettant hors de doute l'indépendance de l'Égypte. Il fera appel dans ce but à la collaboration de la délégation égyptienne, présidée par Zaghloul Pacha.

Mais, n'ayant pu arriver à une entente sur quelques points, la délégation officielle se décida à agir seule.

La délégation officielle quittait Alexandrie le 1<sup>er</sup> juillet 1921. La première entrevue de Lord Curzon et la délégation officielle eut lieu le 13 juillet, mais les négociations furent interrompues pendant la période des vacances parlementaires. Adly Pacha et Lord Curzon allaient reprendre leurs pourparlers le 7 octobre.

Chacun, de son côté, présenta un projet. Mais, ayant vu que celui de Lord Curzon ne réalisait pas les aspirations nationales, Adly Pacha répondit, au nom de la délégation, le 15 novembre, en refusant avec dignité l'acceptation d'un tel projet, qui ne permettait pas d'aboutir à une entente. Yeghen Pacha s'embarqua avec ses collègues, le 12 décembre, pour l'Égypte.

La rupture des négociations a étonné à la fois les amis de l'Égypte et ceux de l'Angleterre.

Le 3 décembre 1921, le représentant de l'Angleterre en Égypte présenta le projet de son Gouvernement avec la réponse de la délégation au Sultan, en même temps qu'une note explicative.

Dès la publication de ces documents, l'Égypte s'irrita de voir une fois de plus l'Angleterre parler un langage dénué de toute sincérité. Des manifestations de mécontentement eurent lieu.

Le lendemain de sa rentrée au Caire, le Ministère

Adly, après deux séances de Cabinet, décida, le 8 décembre 1921, de remettre au Sultan sa démission.

L'Angleterre chercha alors à étouffer par ses menaces les sentiments nationaux du peuple égyptien, mais toutes ses mesures furent loin d'arriver à un effet. Les Egyptiens avaient la résolution bien arrêtée de revendiquer leurs légitimes droits détenus par les Anglais.

Le pays se trouva un moment sans ministère ; la charge était trop lourde et personne n'osait en prendre la responsabilité.

Les Anglais crurent imposer silence au public par des mesures de violence. Ils firent une nouvelle arrestation de Zaghloul Pacha et quelques collègues à lui, ayant refusé de cesser de faire des discours ou de la propagande antianglaise.

Des dépêches furent envoyées par les membres de l'ancienne délégation à M. Lloyd George. On y trouve la conclusion suivante :

« Ainsi donc, au nom du peuple égyptien, nous protestons de toutes nos forces contre ces agissements, et nous vous affirmons que ce régime arbitraire ne pourra rien changer à notre détermination de persévérer dans la voie où nous sommes pour aboutir à notre indépendance et réaliser nos revendications nationales. »

Les troubles continuaient dans le pays, mécontent de la politique agressive anglaise. Cet état de choses dura quelques semaines. L'Égypte restait sans minis-

tère, car personne ne voulait accepter la charge de former un ministère sans avoir comme base la réalisation des aspirations nationales du pays.

Sarait Pacha accepta de prendre le pouvoir, mais à certaines conditions communiquées à Londres. Le général Allenby, représentant de l'Angleterre, voyant que la continuation des mesures de force n'aboutirait à rien, voulait changer ces tactiques et reconnaître la légitimité du droit réclamé par les Égyptiens. Le vicomte Allenby faisait tous ses efforts pour faire disparaître les appréhensions nées de la lettre adressée par lui au Sultan le 3 décembre.

Il disait, dans la nouvelle lettre adressée à S. H. le Sultan, après l'approbation du marquis Curzon, que « le Gouvernement de Sa Mjesté serait disposé à recommander au Parlement britannique l'abolition du protectorat et la reconnaissance de l'Égypte comme Etat souverain et indépendant. Dans ce cas, il n'y aurait pas d'inconvénient à la constitution d'un ministère égyptien. Un Parlement serait constitué pour contrôler la politique et l'administration d'un Gouvernement constitutionnellement responsable. La loi martiale serait abolie aussitôt que l'acte égyptien d'indemnité nécessaire, applicable à tous les habitants de l'Égypte, aurait été promulgué.

« Cet état de choses une fois établi, un accord pourrait intervenir entre les deux pays sur les points suivants, qui resteront à résoudre :

« 1° La sûreté des communications de l'Empire Britannique ;

« 2° La défense de l'Egypte contre toute agression ou ingérence étrangère, directe ou indirecte ;

« 3° La protection des intérêts étrangers en Egypte et la protection des minorités ;

« 4° Le Soudan. »

Pour appuyer sa thèse, Lord Allenby écrivait en ces termes à Lord Curzon :

« Si les espoirs de l'Egypte sont de nouveau déçus, non seulement il sera impossible d'avoir un Gouvernement égyptien, mais je désespérerai aussi de l'avenir du pays, qui retombera dans un état successif de révoltes et de répressions, aussi nuisible à l'Egypte qu'à la Grande-Bretagne, et que j'ai déjà vu. La fin serait, ou l'annexion d'un pays violemment hostile qui exigerait d'être gouverné par la force, ou une capitulation complète du Gouvernement de Sa Majesté. Nous avons été habitués à voir le monde en admiration devant notre œuvre en Egypte... » (1)

Après plusieurs échanges de télégrammes, Lord Allenby reçut, le 28 janvier 1922, l'invitation de se rendre en Angleterre. Il quitta l'Egypte le 3 février, accompagné du général Clayton, conseiller à l'Intérieur, et de M. Amos, conseiller judiciaire.

Les bonnes intentions du Gouvernement britan-

---

(1) V. L. Himaya, p. 171.

nique-étaient mises en doute, et une fois de plus l'Egypte n'allait pas être dupe des procédés de l'Angleterre.

Lors Allenby, arrivé à Londres, se rendit auprès de Lord Curzon et discuta en détail avec lui la situation de l'Egypte.

Comme résultat de ces conversations, l'Egypte ne pouvait pas s'attendre à voir se réaliser toutes ses revendications nationales.

Le 28 février, Lord Allenby arrivait au Caire ; le lendemain, il remettait au Sultan sa communication du 12 janvier, amendée par le Cabinet britannique.

En voici la partie la plus importante :

« Considérant que le Gouvernement de Sa Majesté, conformément à ses intentions déclarées, désire immédiatement reconnaître l'Egypte comme Etat souverain et indépendant ;

« Considérant que les relations entre le Gouvernement de Sa Majesté et l'Egypte constituent un intérêt essentiel pour l'Empire britannique ;

« Sont déclarés par les présentes les principes suivants :

« 1° Le protectorat britannique de l'Egypte est terminé et l'Egypte est déclarée être un Etat souverain et indépendant.

« 2° Aussitôt que le Gouvernement de Sa Hautesse aura promulgué un acte d'indemnité applicable à tous les habitants de l'Egypte, la loi martiale proclamée le 2 novembre 1914 sera abrogée.

« 3° En attendant le moment où il sera possible, par la libre discussion et des accommodements amicaux des deux côtés, de conclure, entre le Gouvernement de sa Majesté et le Gouvernement égyptien, des accords en ce qui regarde les matières suivantes, ces matières sont absolument réservées à la discrétion du Gouvernement de Sa Majesté :

« a) La sécurité des communications de l'Empire britannique en Egypte ;

« b) La défense de l'Egypte contre toute agression étrangère ou contre toute ingérence étrangère directe ou indirecte ;

« c) La protection des intérêts étrangers en Egypte et la protection des minorités ;

« d) Le Soudan.

« En attendant la conclusion de tels accords, le *statu quo* en toutes ces matières sera intact. »

Mais nous ne croyons pas que ces déclarations ont réalisé les aspirations nationales tant demandées, et pour les quelles plusieurs ont sacrifié leur vie.

Bien que ces déclarations puissent être considérées comme donnant théoriquement l'indépendance à l'Egypte, elles ne lui permettent pas d'en jouir pratiquement, ce qui ne viendra qu'après avoir résolu ces quatre réserves d'une façon qui réalise incontestablement les justes droits du pays et se termine par

l'évacuation complète des troupes anglaises casernées en Egypte.

Le 1<sup>er</sup> mars, Saroit Pacha forma un Cabinet comprenant un Ministère des Affaires étrangères. Le Ministère se chargeait de doter l'Egypte d'un régime constitutionnel établissant une collaboration entre le Gouvernement et la Nation.

Par le rétablissement du Ministère des Affaires étrangères, l'Egypte aura droit à la représentation diplomatique et consulaire à l'étranger, et le Ministère sera responsable devant le Parlement. Il a été décidé de nouveau un sous-secrétaire d'Etat égyptien dans chaque ministère, en remplaçant des sous-secrétaires d'Etat étrangers.

Il a été également décidé que le conseiller financier anglais n'aura plus à assister aux délibérations du Conseil des Ministres. De même, les conseillers anglais auprès des principaux ministères devront bientôt quitter le service du Gouvernement égyptien.

Le président du Conseil, pour affirmer que l'Egypte ne dépend plus de l'Angleterre, décidait, le 30 avril, que les fêtes de l'anniversaire du roi d'Angleterre et son avènement au trône ne seraient plus célébrées officiellement au Caire.

Le Parlement anglais ayant approuvé la politique du Cabinet, l'Egypte se trouvait un Etat souverain et indépendant, le protectorat de 1914 se trouvait aboli.

Une proclamation de S. H. le Sultan fut publiée le 15 mars et, depuis lors, le souverain de l'Égypte porte le titre de roi.

Le rescrit royal a été régulièrement porté à la connaissance des Puissances étrangères, dont les représentants assistèrent à la grande cérémonie qui eut lieu le 20 mars.

Par sa dépêche du 16 mars, S. M. le Roi d'Angleterre envoyait à S. M. le Roi Fouad I<sup>er</sup> ses vœux pour que l'Égypte jouisse sous son règne des fruits de l'indépendance. S. M. le Roi a reçu également des dépêches de félicitations de la part des autres Puissances.

Une Commission fut chargée d'élaborer la Constitution et la loi électorale. Au mois de janvier 1923, Zaghloul Pacha, rentré en Égypte de son exil, fut chargé de prendre le pouvoir et de former le Ministère.

L'inauguration du premier Parlement égyptien eut lieu le 15 mars. Le Parlement se compose de deux Chambres : le Sénat, dont les membres sont élus pour dix ans, la moitié tous les cinq ans, et la Chambre des Députés, dont les membres sont élus tous les cinq ans.

Le calme régnait en Égypte et tout le monde travaillait pour son pays. Zaghloul, ayant reçu, au jour de l'inauguration du Parlement, un télégramme de M. Mac Donald, invitant le premier ministre égyptien à venir à Londres pour décider des quelques

points restés en réserve, pour que la situation de l'Égypte soit nette et stable, Zaghloul se rendit en Angleterre au mois de septembre. Plusieurs interviews eurent lieu, mais leurs deux points de vue n'ayant pu s'accorder, Zaghloul Pacha quitta l'Angleterre et retourna dans son pays.

Un incident inattendu eut lieu dans le courant du mois de novembre, incident qui a amené les Anglais à s'ingérer de nouveau dans les affaires de l'Égypte. Ce fut l'assassinat du sirdar Sir Lee Stack, commandant en chef de l'armée égyptienne. La conséquence en fut que le ministère Zaghloul tomba et que les Anglais mirent la main sur le Soudan égyptien. Par cet acte, ils violèrent l'ancien acte d'association de l'administration du Soudan, acte qui fut signé le 19 janvier 1899, par Lord Cromer, en sa qualité de représentant de l'Angleterre, et par Boutros Ghali Pacha, comme représentant du Gouvernement égyptien. Telle est toujours la situation du faible devant le fort ; mais ces injustices ne nous découragent pas le moins du monde, car nous sommes bien convaincus de la légitimité de nos réclamations, auxquelles tôt ou tard il sera fait droit. On dit qu'il y aura des pourparlers pour discuter les droits de l'Égypte au Soudan. Ziwar Pacha, président du Sénat, a formé le nouveau ministère et ne cesse de faire son possible pour faire régner le calme et le bien-être dans le pays.

*Les Capitulations.*

Avant d'entrer dans le sujet même de notre ouvrage, il nous semble utile d'écrire quelques lignes sur les Capitulations en Egypte et leurs effets. Nous comptons sur l'esprit loyal des Puissances pour ne pas mettre des obstacles devant un peuple qui **désire** avancer et arriver, grâce à ses efforts, à acquérir une situation digne de son histoire, par les moyens de la justice et de l'équité.

Les Capitulations ont une origine très lointaine. En 1535, on a rédigé, non pas le premier traité de ce genre, mais le premier qui eut l'importance ; on l'appelle « la Première Capitulation ». Ensuite vint, en 1740, « la Grande Capitulation », traité signé entre la France et la Turquie.

Les Capitulations sont des mesures et des privilèges qui ont été offerts aux étrangers en Turquie et ensuite en Egypte, afin que ceux-ci puissent faire le commerce ou d'autres affaires économiques.

Certains assurent que les Capitulations avaient été instituées pour atténuer les divergences entre les lois chrétiennes et celles de l'Islam ; on a offert aux Chrétiens ces privilèges pour se faire juger devant leurs consuls, mais cela ne devait pas être la cause fondamentale, car, dans ce cas, la Turquie aurait eu les mêmes avantages pour ses ressortissants à l'étranger, étant donné que les Capitulations furent

établies au moment où la Turquie était à son apogée, sous le règne de Soliman le Magnifique.

Que ce soit pour l'une ou pour l'autre de ces causes, les Capitulations ayant pris d'autres formes par le laps de temps écoulé et par l'affaiblissement de la Turquie, les étrangers finissent par jouir de privilèges beaucoup plus étendus que les citoyens mêmes du pays. Ces mesures ne peuvent plus avoir de raison d'être, d'autant plus qu'en Egypte on applique les lois les plus modernes qui sont empruntées au pays de ces étrangers.

On voit bien que, d'après le régime capitulaire, les étrangers jouissent de privilèges au détriment des nationaux, , puisqu'il y a des lois qui ne s'appliquent pas aux étrangers.

Ces mesures sont des obstacles pour le progrès et la prospérité du pays ; en appliquant toujours ces mesures, on ne facilitera pas la tâche de Gouvernement pour faire une loi stable sur la nationalité. Ce régime s'est évanoui dans quelques pays de l'Orient comme le Japon ; il vient de disparaître en Turquie par le traité de Lausanne (1923). Nous croyons que ce régime, qui nous a été amené par la Turquie, doit disparaître de l'Egypte, où les étrangers n'ont jamais manifesté de mécontentement contre les jugements des tribunaux égyptiens, basés sur les plus modernes lois européennes.



## DEUXIÈME PARTIE

---

### ACQUISITION DE LA NATIONALITE

---

« La nationalité est le lien politique et juridique qui unit un individu à un Etat. » (1)

On envisage toujours la nationalité en se plaçant au point de vue purement politique du rattachement des individus à un Etat donné. Dans ce sens, il est essentiel de ne pas confondre l'Etat avec la Nation ; si ces deux conceptions peuvent parfois s'identifier, et tel est le cas de la France et de l'Egypte, il n'en a pas toujours été ainsi. Une nation, en droit, n'est pas un Etat.

Or, seul l'Etat exerce, dans les rapports internationaux, l'autorité politique souveraine. Il est en quelque sorte la notion juridique de la nation lorsqu'elle s'est fait reconnaître.

---

(1) V. MM. Pillet et Niboyet, p. 44.

Le lien qui rattache l'individu à la nation constitue sa nationalité, et c'est ce titre de national qui lui donne le droit de profiter des avantages que présente ce groupement.

Le mot nation, dans sa conception étymologique, signifie un groupement d'individus qui proviennent d'un même point commun, qui se ressemblent par leur communauté de langue, de religion, de vêtements, de souffrances, de race, d'histoire et de législation. Ces individus sont unis entre eux par un lien indissoluble qui résiste à toute séparation, et, de plus, par suite de cette affinité de goûts, de sentiments, ils sont appelés, poussés à s'unir et à former un Etat, qui n'est que la personnification de la nation et qui constitue une personne juridique.

Mais il ne s'ensuit pas que tous les Etats soient nécessairement constitués d'individus d'une même nation ; en Allemagne, par exemple, on rencontre une nationalité propre à chaque Etat particulier, il n'y a qu'une seule nationalité allemande (nationalité d'Empire). De même en Suisse, s'il y a un véritable indigénat cantonal, il n'existe qu'une seule nationalité fédérale suisse. Tous les sujets d'un même Etat, qui sont membres de la nation, et obligés de vivre séparément, sont nécessairement en lutte pour la réalisation de leur groupement idéal, groupement homogène conforme au principe de la nationalité.

Et pourtant, si l'on voulait grouper ces individus d'une façon homogène, quelle base, quel critérium

devrait-on prendre pour les classer en différents groupements ? Les divers éléments naturels que nous avons énumérés ne sont pas stables et perdent chaque jour de plus en plus de leur valeur devant les difficultés sans cesse croissantes de la vie, qui souvent, grâce aux progrès de la science moderne, ont pour conséquence la facilité de déplacements.

Si donc, dans le domaine du droit, on se basait sur ces éléments naturels, on serait souvent amené à des contradictions ; juridiquement, par nationalité, on entend le lien qui rattache chaque personne à un Etat déterminé. Ainsi, l'Etat représente le groupement plus ou moins idéalement formé suivant le principe des nationalités, le groupement plus ou moins homogène.

De cette façon, on peut considérer les mots Etat, nation, sujétion, nationalité, allégeance, comme des synonymes.

Le lien qui existe entre l'Etat et l'individu a un caractère contractuel. Il se forme en effet entre eux un contrat synallagmatique qui produit des droits et des obligations pour chacune des parties.

De la part de l'individu, droit de jouir de la protection spéciale que l'Etat accorde à ses nationaux, et, par contre de cette situation, de la part de l'Etat, droit d'imposer ses sujets et d'être obéi, mais aussi obligation de respecter dans une certaine mesure les droits de chaque individu.

Pour la formation d'un tel contrat, le concours des

deux parties est nécessaire, et leur volonté doit être nettement manifestée.

Pour l'individu, le consentement peut être exprès ou tacite ; il résulte alors un fait qui indique la volonté de faire partie de l'Etat.

Pour l'Etat, il se manifeste, soit par une loi spéciale, et il est alors exprès, soit par la loi générale accordant la nationalité à tous les individus qui remplissent certaines conditions et qui par suite méritent d'être comptés sans méfiance parmi ses sujets.

Mais, d'une façon ou d'une autre, le consentement des deux parties doit exister, sans quoi le contrat serait inexistant. Malgré ce caractère contractuel, si le national manifeste la volonté de résoudre ce contrat, l'Etat ne peut plus le lui imposer. Ainsi, dès qu'un individu veut quitter sa nationalité, l'Etat ne peut l'obliger à vivre perpétuellement sous son allégeance.

D'un autre côté, il est reconnu que chacun de nous, par sa nature, doit vivre en commun avec ses semblables, et que personne ne peut s'isoler en ne faisant partie d'aucun de ces groupements. Toute personne doit donc avoir une nationalité. « L'homme, dit un auteur italien (1), ne peut point se présenter dans l'organisation actuelle du monde, comme sujet de l'univers. »

---

(1) V. Catellani : *Il diritto internazionale privato e i suoi recenti progressi*, 2 vol., Torino, 1895, II, § 278.

Pourtant, nombreux sont ceux qui n'ont aucune nationalité.

Et c'est dans le but de donner une patrie à tous ces individus, dans le but de prévenir la formation d'une classe de privilégiés ou de parias dans les Etats, et de faire disparaître celle qui existe déjà, que sont faites aujourd'hui les lois. Cette classe de privilégiés, de parias, porte en Allemagne le nom d'Heimathlosat.

C'est aussi dans le but de mettre fin à une telle situation, et afin que chacun puisse avoir une nationalité nette, et aussi dans l'espoir d'éviter autant que possible les conflits des lois en Egypte, que nous essaierons de donner dans notre travail des précisions sur ces points.

Mais comme contre-coup s'impose la règle inverse que personne ne peut avoir deux nationalités. Cette restriction à la volonté de l'individu à sa raison d'être dans l'impossibilité matérielle d'être le sujet de deux Etats et de remplir ses devoirs envers deux Etats.

Si les législateurs s'inspiraient des principes que nous signalons et prenaient les mesures nécessaires correspondantes, nous croyons que le nombre de ces situations anormales serait moindre et même qu'elles finiraient par disparaître.

C'est ainsi que les législateurs attribuent à l'individu, dès sa naissance, une nationalité d'origine, lui assurant par là une nationalité. Cependant, l'attribution d'une nationalité dès la naissance peut être

faite suivant deux modes tout à fait distincts : le lien du sang (le *jus sanguinis*) et le lien créé par la considération du lieu de la naissance (le *jus soli*). Aussi, le moyen d'éviter chez un individu une double nationalité, c'est l'attribution de la nationalité à la naissance exclusivement d'après un de ces deux modes.

Dans la suite, si l'individu veut changer de nationalité, on admet, dans certaines législations (1), la règle générale que toute acquisition de nationalité fait perdre la nationalité antérieure, et inversement.

Nous allons expliquer en continuant notre travail, les points de vue de la loi actuelle sur la nationalité actuellement en vigueur ; en même temps, nous donnerons notre opinion sur la dite loi. Le Gouvernement pense à la remplacer par une autre qui s'inspire de toutes les idées scientifiques modernes. Nous allons montrer, à mesure que l'occasion s'en présentera, ce que nous proposons de faire. Nous tâcherons de notre mieux de trouver des solutions qui éviteront autant que possible le conflit des lois.

L'acquisition d'une nationalité peut avoir lieu de deux manières : par la naissance même, c'est la nationalité d'origine ; ou bien par un fait postérieur à la naissance, c'est-à-dire par la naturalisation.

Le premier de ces deux modes comprend deux façons de déterminer la nationalité d'après la nais-

---

(1) La France, l'Egypte.

sance : le lien du sang (*jure sanguinis*) et d'après le lieu de naissance (*jure soli*).

Le second mode, celui par lequel on acquiert la nationalité par un fait postérieur à la naissance, s'obtient par trois voies différentes : 1° la naturalisation ordinaire ; 2° la naturalisation de faveur ; 3° la naturalisation par l'effet de la loi (par exemple, le mariage d'une femme avec un étranger).

La loi ottomane de 1869, appliquée en Egypte, dit que la nationalité égyptienne s'acquiert, soit par la naissance, soit par la naturalisation ; la loi ne précise pas si une étrangère qui épouse un Ottoman prend la nationalité de son mari ; mais on admet en pratique que cela résulte implicitement de l'article 7 de la loi de 1869, en vertu duquel l'Ottomane qui épouse un étranger perd sa propre nationalité (1).

Il nous paraît qu'il faut faire entrer dans le mode forcé d'acquisition le cas des enfants mineurs du naturalisé, quoique la loi de 1869 dise le contraire.

---

(1) V. Ernest Lehr : *La nationalité dans les principaux Etats du globe*, p. 216.

## CHAPITRE PREMIER

---

### LA NATIONALITE D'ORIGINE

---

Etant donné le principe que toute personne doit avoir une patrie et que l'heimathlosat doit être évité autant que possible, il est du devoir de l'Etat d'attribuer à chaque individu, dès sa naissance, une nationalité qu'il conservera pendant sa minorité, jusqu'au moment de sa capacité juridique. Une fois atteinte, cette capacité lui permettra de manifester librement et utilement sa volonté quant à la patrie qu'il entend s'attribuer.

Trois systèmes se présentent pour déterminer la nationalité de l'enfant qui vient de naître. C'est d'abord le système du *jus sanguinis*, celui qui donne à l'enfant la même nationalité qu'avaient ses parents.

Le second système attribue la nationalité à l'enfant d'après le lieu de sa naissance ; il établit un lien

entre lui et le sol sur lequel il est né. C'est le *jus soli*.

Enfin, un troisième système mixte combine le *jus sanguinis* et le *jus soli*, avec des doses plus ou moins fortes de chacun de ces deux systèmes.

Quand on regarde ces trois systèmes, on voit clairement que chacun possède des avantages assez appréciables.

Le premier système est le plus usité et celui qui crée le moins de contradictions ; d'après ce système, l'enfant doit avoir la nationalité de ses parents ; il suit le lien du sang. Cela est assez compréhensible, puisqu'il est tout naturel que l'enfant né de parents égyptiens possède toujours la nationalité de ses parents qui se trouvent par hasard dans un pays de *jus soli* ; puisque la nationalité est déterminée avant tout par la race, les liens du sang, par suite, en assurent mieux la continuation.

On compte parmi les pays qui admettent rigoureusement le *jus sanguinis* l'Allemagne, l'Autriche...

En effet, l'enfant mineur, incapable encore de manifester sa volonté de choisir une nationalité, est présumé accepter celle de ses parents qui lui convient, puisqu'on lui laisse en même temps la pleine liberté de choix au moment de sa majorité.

De l'autre côté, on voit que le *jus soli* a ses qualités, car il garde aux pays neufs leur personnalité et limite l'envahissement des étrangers qui viennent s'y installer.

D'après ce système, toute personne née sur un territoire est considérée comme ressortissant de ce territoire. Ce système est usité rigoureusement dans les pays de l'Amérique latine, comme l'Argentine, le Brésil, etc.

Le troisième système, ou système mixte, est aussi assez appréciable. Il convient le mieux à un pays comme l'Egypte, où il y a beaucoup d'étrangers qui jouissent du régime des Capitulations, régime qui leur offre des privilèges au détriment des citoyens du pays, où la justice règne et les lois sont respectées, régime qui ne devrait pas exister de nos jours.

Nous croyons utile pour l'Egypte, au moment présent, d'employer ce système mixte pour mettre fin à de pareilles mesures. On y trouve des étrangers qui y sont nés et y demeurent depuis des années, mais qui préfèrent profiter des privilèges que leur confère le régime capitulaire, formant ainsi un Etat dans l'Etat, au lieu de se conformer aux lois du pays.

L'Egypte est un pays qui désire se faire une situation digne de son passé ; elle doit donc faire des lois qui s'appliquent aux étrangers comme aux citoyens, ainsi que dans tous les Etats modernes. Nous croyons nécessaire de prendre ce système comme principe : imposer la nationalité égyptienne à tout individu né sur le territoire de l'Egypte, et qu'il soit toujours Egyptien pendant sa minorité ; au moment où il

acquiert sa majorité, il a le délai d'un an (1) pour opter soit pour la nationalité de ses parents, soit pour la nationalité égyptienne. Il va de soi que le système du *jus sanguinis* sera suivi concurremment en Egypte.

Nous adoptons ce régime pour remédier à la situation lamentable qui existe actuellement en Egypte.

#### *Détermination de la nationalité « jure sanguinis »*

En droit égyptien, le système *jus sanguinis* est la base de la nationalité. L'article premier de la loi de 1869 dit :

« Tout individu né d'un père égyptien et d'une mère égyptienne, ou seulement d'un père égyptien, est sujet égyptien. » (1) »

Ce mode est appliqué indépendamment du *jus soli*, jusqu'à un certain point très limité ; l'article 9 de la même loi dit que « tout individu habitant le territoire égyptien est réputé sujet égyptien et traité comme tel, jusqu'à ce que sa qualité d'étranger ait été régulièrement constatée. » Aucune combinaison des deux principes n'a été faite. Ils ont eu chacun leur portée indépendante, car on voit, d'après le dernier article, que les enfants des Egyptiens et les

---

(1) Dans la loi de 1869, le délai est de trois ans ; nous croyons que le délai d'un an lui suffit pour se décider.

(1) Nous employons le mot « égyptien » à la place du mot « ottoman » qui existe dans le texte.

enfants nés en Egypte, qui n'ont pas acquis une nationalité étrangère, sont sujets égyptiens.

À nos yeux, il vaudrait mieux appliquer les deux principes simultanément, comme cela est pratiqué dans la législation française. D'après ce régime, il est évident que l'enfant né à l'étranger de parents égyptiens sera toujours considéré comme Egyptien par les lois égyptiennes jusqu'à ce qu'il ait atteint sa majorité, et à cet âge il aura la pleine liberté de conserver sa nationalité d'origine ou d'opter pour la nationalité du lieu de la naissance.

### I. — *L'enfant légitime*

Il est juste que le père chef de famille, qui transmet son nom à son fils, lui transmette aussi sa nationalité. C'est du reste la règle romaine, passée par tradition dans le droit moderne.

L'enfant né de justes noces suivait à Rome la condition de son père : *Connubio interveniente, liberi patren suquuntur*, dit Ulpien (1).

Partout où le *jus sanguinis* est admis, l'enfant est présumé prendre la nationalité de son père. Il ne faudrait pas aller jusqu'à dire, si le père n'a aucune nationalité, tandis que la mère légitime en possède une, que l'enfant sera heimathlos ; il est

---

(1) V. Cogordan, p. 25.

logique en effet, le cas échéant, que l'enfant suive la nationalité de sa mère.

Un cas peut se présenter : c'est quand le père change sa nationalité entre le moment de la conception et celui de la naissance. Auquel de ces deux moments faut-il se placer pour apprécier la nationalité de l'enfant ?

Cette question est très discutée ; l'un dit qu'il faudrait donner à l'enfant la nationalité que le père avait au moment de la conception, parce que c'est à ce moment que l'enfant commence à se former ; tandis que l'autre dit qu'un enfant conçu n'existe pas pour son pays, qu'il serait par conséquent bizarre qu'on lui attribuât une nationalité avant qu'il fût entré dans la société.

Nous croyons que c'est la deuxième hypothèse qui l'emporte, et l'enfant prend la nationalité qu'avait son père au moment de la naissance.

Pour l'enfant posthume, nous sommes de l'opinion de M. Pillet et de M. Cogordan, que l'enfant prendra la nationalité du père au moment de sa mort. « Il serait absurde, en effet, que le père ne laissât pas sa nationalité à son fils posthume, comme il lui laisse sa fortune et son nom. »

M. Weiss, au contraire, soutient que l'enfant doit prendre la nationalité de sa mère, si son père était mort à sa naissance. « Mais les droits et les obligations du père ont pris fin avec lui ; en naissant, l'enfant posthume n'a plus qu'une filiation, c'est celle

qui le rattache à sa mère survivante, à la puissance exclusive de laquelle il est désormais soumis (C. civ., art. 372-373), et il est juste, croyons-nous, de lui donner aussi la nationalité maternelle, cette communauté de patrie permettant à la mère de gérer plus utilement les intérêts de l'enfant. » (1)

A notre avis, nous croyons que le mariage, qui, d'après la plupart des lois, attribue à la femme étrangère la nationalité de son mari, chef de la famille, doit, *a fortiori*, attribuer à l'enfant, fruit de ce mariage, la nationalité paternelle, et qu'il serait peu normal de donner à l'enfant posthume une nationalité différente de celles des enfants nés antérieurement.

## II. — *Enfant naturel*

Ayant vu jusqu'à présent que l'enfant légitime suit la nationalité de son père, nous allons voir maintenant quelle nationalité prendra un enfant naturel.

La filiation d'un enfant naturel s'établit par une reconnaissance de la part de ses parents. Jusqu'à cette reconnaissance, les parents peuvent être matériellement connus ; cependant, la loi les ignore et ne peut attacher à l'enfant leur nationalité. Mais l'enfant peut-être reconnu seulement par un de ses

---

(1) V. Weiss, p. 18.

parents, et alors il n'aura légalement qu'une seule filiation, celle de celui qui l'a reconnu.

Mais on ne peut attribuer à l'enfant la nationalité du premier venu qui vient le reconnaître, tandis que la jurisprudence exige qu'il accepte la succession de celui qui l'avait reconnu.

Rappelons que la preuve de la filiation naturelle peut résulter soit d'un acte de reconnaissance volontaire, soit d'une reconnaissance forcée, c'est-à-dire d'un jugement intervenu sur action en recherche de paternité ou de maternité.

L'enfant naturel dont la filiation a été établie vis-à-vis de ses deux parents suit la nationalité du père, si elle l'a été, à l'égard des deux, par le même acte ou le même jugement (1) ; il va de soi que l'enfant naturel suivra la nationalité du père, et ce cas est normal, mais il peut arriver au contraire que la preuve de filiation naturelle résulte, par rapport à chacun des parents, d'actes ou jugements distincts et successifs ; dans ce cas, l'enfant suit la nationalité de celui de ses parents qui a fait le premier pas, que ce soit la mère ou le père.

Mais, au cas où l'enfant n'a été reconnu que par un seul parent, il suit la nationalité de celui-ci.

Les cas précédents s'appliquent quand l'enfant naturel reconnu est mineur ; mais, à sa majorité,

---

(1) V. Campistron, p. 24.

la reconnaissance est sans effet sur sa nationalité, à cause de la liberté d'agir.

Il nous faut dire que la reconnaissance, soit volontaire, soit forcée, n'est jamais attributive de filiation, mais simplement déclarative d'une filiation préexistante.

Dans la loi anglaise, la nationalité de la mère ne passe pas à ses enfants ; si l'enfant est naturel, il ne peut avoir la nationalité paternelle, même si le père l'a reconnu par le mariage avec la mère. La reconnaissance paternelle ne confère pas la nationalité du père à son fils, quoiqu'elle lui accorde les autres droits civils dont jouit l'enfant légitime.

La raison est que la nationalité d'origine ne peut être conférée qu'au moment de la naissance et non après, c'est-à-dire que, si l'enfant est né en Egypte, il est Egyptien, mais il peut toujours revendiquer la nationalité anglaise par un autre moyen que par l'intermédiaire de son père. Mais si l'enfant est né en Angleterre, il est Anglais *jure soli* et non *jure sanguinis*.

L'enfant posthume anglais né à l'étranger est considéré comme étranger tant qu'il n'a pas revendiqué la nationalité anglaise, qu'il peut acquérir même étant mineur (1).

---

(1) V. Westlake, p. 98-100.

III. — *Enfant légitimé*

La loi de 1869, ayant quelques lacunes, est aussi muette sur la nationalité de l'enfant légitimé. En France, les opinions sont partagées. Pour les uns (1), la légitimation ne produit pas plus d'effet que la reconnaissance : pour les autres (2), elle est plus énergique, ses effets sont plus profonds, et l'affection qu'elle suppose entre légitimant et légitimé est plus vive que dans le cas d'une simple reconnaissance. Aussi, dans ce dernier système, la légitimation de l'enfant naturel, postérieure à la reconnaissance par la mère, rend au père la prépondérance qu'il ne saurait reconquérir par une reconnaissance tardive. Dans le premier système, au contraire, on maintient la préférence à la mère, en décidant que seule elle pourra transmettre la nationalité à son enfant naturel, même légitimé. « Logiquement, on devrait se rappeler que la légitimation fait de l'enfant un enfant légitime à tous points de vue en matière civile ; donc il en doit être de même pour la nationalité. puisque l'enfant légitime prend la nationalité de son père. » (3)

Cette légitimation ne doit intervenir que pendant la minorité de l'enfant, parce qu'un enfant majeur

---

(1) V. Weiss, p. 24.

(2) V. Lapradelle, op. cit., p. 169.

(3) V. MM. Pillet et Niboyel, p. 75.

ne peut voir sa nationalité exposée à des modifications nouvelles par la seule volonté de ses parents.

Dans la jurisprudence française, si un enfant naturel est reconnu par sa mère française, puis légitimé par le mariage de ses parents, il reste Français, même si son père est un étranger ; mais nous ne partageons pas cet avis, car si l'enfant est reconnu par sa mère dont il prend la nationalité, et que la mère se marie ensuite avec un étranger, prenant dans la plupart des cas la nationalité de son mari, la situation de l'enfant sera un peu bizarre : il aura une nationalité différente de ses parents, ce qui paraît peu normal ; il vaut donc mieux, pour épargner les complications inattendues, que l'enfant suive la nationalité du père.

#### IV. — *Enfants adoptifs*

L'adoption est un contrat passé entre l'adoptant et l'adopté, qui crée entre ces deux personnes des relations de parenté véritable, mais produit des effets beaucoup plus restreints que la filiation. Il est évident que l'adopté reste uni avec sa famille d'origine et ne rompt pas avec elle, qu'il est toujours tenu envers elle à des obligations que la filiation légitime lui impose et conserve les droits qu'elle lui confère, mais en même temps l'adoption vient superposer seulement, à la parenté légitime de l'adopté, une

parenté fictive, trop imparfaite pour pouvoir se substituer à la première.

Mais est-ce que cette institution aura pour effet de transmettre la nationalité de l'adoptant à l'adopté?

L'article 345 du Code civil, 2<sup>e</sup> alinéa, modifié par la loi du 19 juin 1923, consacre expressément cette solution en ces termes : « L'adoption n'entraîne pas pour l'adopté un changement de nationalité. » M. Lapradelle dit : « La naturalisation d'un étranger ne peut résulter que d'une concession du Gouvernement subordonnée à des conditions de stage et de moralité. Or, permettre à l'adoption de conférer la nationalité française, ce serait donner aux particuliers ce droit de créer des Français que l'Etat se réserve. » (1)

---

(1) V. Lapradelle, *op. cit.*, p. 174.

## CHAPITRE II

---

### DETERMINATION DE LA NATIONALITE

#### *JURE SOLI*

---

Nous avons dit, dans le chapitre précédent, que la base de la nationalité égyptienne est le *jus sanguinis*, mais qu'en même temps on emploie le *jus soli* dans une mesure très limitée. L'article 9 de la loi de 1869 dit : « Tout habitant de territoire égyptien est réputé sujet égyptien et traité comme tel jusqu'à ce que sa qualité d'étranger ait été régulièrement constatée. » Cela explique que, tant que l'étranger n'a pas prouvé acquérir une autre nationalité, il est considéré comme Egyptien ; cette mesure est peu précise, parce que, en Egypte, aussi longtemps qu'on pratiquera le régime des Capitulations, avec ses privilèges qui nuisent aux intérêts de l'Egypte, chaque étranger né sur le territoire

égyptien sera tenté de se déclarer ou de se faire naturaliser d'une autre nationalité pour ne pas rester sujet égyptien et pour jouir de ces Capitulations.

Mais nous croyons juste, et sans qu'il y ait empiètements sur le droit des autres Etats, que tout individu né sur le territoire égyptien soit considéré comme Egyptien dès sa naissance jusqu'à l'âge de sa majorité, où il aura la pleine liberté de changer sa nationalité pour une autre ou de maintenir la nationalité égyptienne ; si ce régime crée des conflits, on peut l'atténuer par le moyen de compromis entre l'Etat intéressé et l'Egypte.

Le *jus soli* est indispensable aux pays neufs, qui sont sujets à l'énorme immigration d'étrangers.

« Qu'un Etat soit avant tout un pays de forte immigration étrangère, et il risque d'être vite submergé par les étrangers s'il n'y prend garde. En effet, avec le *jus sanguinis*, la population de certains pays, comme l'Amérique du Nord et du Sud, aurait été une population constituée très vite en majorité d'étrangers, si les descendants de ces immigrants avaient conservé leur nationalité d'origine en raison de *jus sanguinis*. » (1)

Ce système pourra être remplacé par un autre plus tard, quand la situation du pays sera plus stable, et après avoir émis des règles contre l'envahissement des étrangers.

---

(1) V. MM. Pillet et Niboyet, p. 51.

Rien n'explique que, naissant et demeurant dans un certain pays, l'individu n'acquière et ne conserve pas la nationalité de ce pays.

I. — *Enfants nés en Egypte de parents inconnus*  
ou dont la nationalité est inconnue

En théorie pure, impuissance dans ce cas à transmettre une nationalité ; la filiation cède la place au sol ; il est généralement admis que cette catégorie d'individus sont nationaux du lieu de leur naissance, d'après le principe du *jus soli* et faute de ne pouvoir leur appliquer le *jus sanguinis* ; cette solution est unanime dans tous les pays. On peut conclure de l'article 9 de la loi de 1869, qu'il englobe cette catégorie de personnes. Il semble, en effet, que la loi a voulu admettre cette théorie d'après laquelle les habitants d'un pays étant en majorité des nationaux, il est probable que l'enfant trouvé est le fils d'un national plutôt qu'un étranger, et par conséquent il devient Egyptien *jus sanguinis* ; mais, à côté de cette interprétation, il faut aussi supposer que l'enfant est né sur le territoire égyptien ; et, par voie de conséquence, il sera Egyptien *jure soli*.

Mais il se peut que ces enfants ne conservent pas toujours cette nationalité imposée, si postérieurement une reconnaissance montre qu'il y avait erreur

---

(1) V. Supra.

sur leur nationalité. Ils prendront rétroactivement, depuis leur naissance, leur qualité d'étrangers. Il est naturel d'ailleurs de présumer que les individus nés en Egypte sont égyptiens ; c'est à eux de prouver qu'ils sont étrangers.

Sous ce titre, on peut faire entrer l'enfant non reconnu dont la filiation n'est pas établie à l'égard d'un de ses parents ; sinon il serait de la nationalité de ses parents *jure sanguinis*. Comme on fait entrer dans cette catégorie le cas de l'enfant trouvé nouveau-né, celui-ci aura les mêmes conditions que le précédent : il prendra la nationalité du lieu de sa naissance tant que la preuve contraire n'aura pas été apportée.

Il se peut enfin qu'un enfant soit né de parents qui eux-même n'ont pas une nationalité certaine ; alors, en ce cas, pour ne pas laisser se développer le heimathlosat, il faut lui attribuer la nationalité du lieu de la naissance, jusqu'à ce que ses parents acquièrent une nationalité ou prouvent qu'ils en ont acquis une.

## II. — *Enfant né en Egypte d'un étranger qui lui-même y est né*

Ayant l'intention d'introduire en Egypte les lois plus modernes et les plus rationnelles, nous nous permettons de nous inspirer des lois françaises, qui ont déjà guidé l'Egypte dans sa législation.

Le Code civil français de 1804 ne prévoyait pas spécialement le cas de la naissance en France du père et du fils étrangers. Ces individus tombaient sous le coup de l'article 9, qui les considérait comme Français sous condition suspensive. Ils restaient étrangers jusqu'à leur majorité, époque à laquelle l'article 9 leur donnait le droit d'option pour la nationalité française, sous réserve d'accomplir les formalités exigées. Il arrivait cependant que ces individus ne faisaient aucune déclaration, et alors ils restaient toujours étrangers.

Cette question se pose pour un étranger qui vient se fixer sur le territoire de l'Égypte et qui, après un laps de temps, se marie avec une Égyptienne ou une étrangère, et dont plus tard les enfants nés en Égypte de ce mariage se marient eux-mêmes soit avec une étrangère, soit avec une Égyptienne. L'enfant né de ce dernier mariage sera-t-il Égyptien ?

On répond en disant qu'en raison de ces naissances, qui reposent sur un intervalle de temps étendu, on peut estimer l'attache de la famille avec l'Égypte suffisante pour attribuer aux enfants nés de cette famille la nationalité égyptienne. Si la nationalité *jus sanguinis* est toujours maintenue par le pays d'origine, en même temps, il n'est pas admissible que des individus qui vivent en Égypte à titre presque définitif puissent bénéficier des avantages du pays sans en supporter aucune charge, et qu'ils jouissent toujours de leur nationalité d'origine.

« A partir d'un certain moment, le *jus soli* doit donc légitimement intervenir dans les pays où le nombre d'étrangers est très grand, si l'on veut éviter la constitution de véritables colonies étrangères. L'absorption de ces éléments est une nécessité, c'est ce qu'a décidé la loi de 1889. » (1)

De ce fait, on supposait qu'ils perdent leur nationalité d'origine, puisqu'ils avaient acquis une autre nationalité ; mais, comme ils ne se sont pas déclarés, le heimathlosat croîtra. La loi française de 1889 vient couper court à tous ces cas anormaux et considère ces individus comme Français. Il nous faut maintenant distinguer entre l'enfant légitime et l'enfant naturel à ce point de vue.

### *Enfants légitimes.*

Ce titre se subdivise en deux cas : premièrement, le père est né en Egypte et la mère est étrangère ; deuxièmement, c'est la mère qui y est née et le père est étranger.

#### *I. — Le père est né en Egypte et la mère est étrangère*

Quand un enfant naît d'un père né en Egypte, mais d'une mère étrangère, l'enfant est Egyptien dès sa naissance, et cette nationalité lui appartient définitivement ; car on considère que la continua-

---

(1) V. MM. Pillet et Niboyet, p. 83.

tion de son séjour en Egypte est signe qu'il est satisfait de ce pays.

« Au cours de la discussion de la loi de 1889, on a dit que l'individu qui est né en France d'un père qui lui-même y est né est un Français, au point de vue de l'esprit, des tendances, des habitudes, des mœurs, et qu'on a le droit de lui supposer un véritable attachement pour le pays où son père et lui-même sont nés, où il a été élevé, où il a ses intérêts, ses relations, ses amités (1).

« Est-ce qu'il continuerait depuis si longtemps à résider en France s'il ne ressentait pas tout cela à un haut degré ? » (2)

## II. — *La mère est née en Egypte, le père est étranger*

Avant la loi de 1889, la situation de l'enfant était la même, que son père ou sa mère fussent nés en France. Mais depuis cette loi, on ne lui attribue pas définitivement la qualité de Français, mais on lui laisse la liberté de renoncer à la nationalité française dans l'année qui suit sa majorité.

Mais nous ne sommes pas d'accord avec la loi de 1889 sous ce rapport, car nous croyons que le père est toujours le chef de la famille, et c'est lui la clef de voûte de presque toutes les questions de natio-

---

(1) V. MM. Pillet et Niboyet, p. 85.

(2) V. M. Weiss, p. 75.

nalité, soit de celle de sa femme, soit de celle de ses enfants.

Si donc le père étranger n'est pas né en Egypte, mais seulement sa femme, nous trouvons plus juste que l'enfant prenne toujours la nationalité étrangère de son père, car la nationalité de la mère ne joue pas un grand rôle quand celle du père existe, et en général la femme dépend de la nationalité de son mari.

#### *Enfants naturels.*

Comme pour l'enfant légitime, le *jus soli* joue un rôle important pour l'enfant naturel né en Egypte, et dont un parent y est né également.

Comme nous l'avons déjà vu (1), l'enfant naturel suit la nationalité de celui de ses parents qui l'a reconnu le premier. Dans ce cas, l'enfant naturel suivra soit la nationalité de sa mère, si elle l'a reconnu la première, soit la nationalité de son père, si celui-ci l'avait reconnu auparavant.

Ce cas se sépare de celui de l'enfant légitime : nous avons soutenu la thèse que celui-ci doit seulement prendre la nationalité de son père né en Egypte.

Puisque l'enfant naturel ne suivra que la nationalité du parent qui l'a reconnu le premier, nous admettons que l'enfant pourra acquérir la nationalité

---

(1) V. *Supra*.

de sa mère née en Egypte et qui l'a reconnu la première, et jouira toujours de sa nationalité. Il se peut qu'il y ait eu un mariage postérieur entre la mère et le père ; alors nous croyons dans ce cas qu'il faut déférer la nationalité du père à l'enfant, puisqu'elle devient légalement celle de la mère par le mariage dans la plupart des cas.

III. — *Enfant né en Egypte d'un étranger qui n'y est pas né lui-même et qui, à l'époque de sa majorité, a son domicile en Egypte.*

Le Code civil français de 1804 adoptant le principe du *jus sanguinis* a, dans son article 9 (1), admis une application légère du *jus soli*, voulant par là éviter une transition trop brusque.

L'application du *jus soli* facilitait l'acquisition de la nationalité française par un étranger, à cause de l'atténuation des conditions exigées. Elle lui créait une sorte de droit de réclamer cette nationalité à sa majorité, en remplissant certaines conditions ; et, ce droit exercé, le Gouvernement français ne pouvait lui refuser la qualité de sujet.

---

(1) « Tout individu né en France d'un étranger pourra, dans l'année qui suivra sa majorité, réclamer la qualité de Français, pourvu que, dans le cas où il résiderait en France, il déclare que son intention est d'y fixer son domicile et que, dans le cas où il résiderait en pays étranger, il fasse sa soumission, il établisse son domicile en France et l'y établisse dans l'année à compter de l'acte de soumission. »

Ce droit se manifestait par une déclaration qui, une fois faite, lui conférait la qualité de Français. C'était une sorte<sup>1</sup> de naturalisation privilégiée (1).

Cependant, l'article 9 ne déterminait pas si cette acquisition de la nationalité aurait un effet rétroactif, si l'individu devenu Français à la faveur de cet article serait considéré comme Français dès sa naissance.

La question fut tranchée par la Cour de cassation dans le sens de la rétroactivité. (Plus tard, la loi de 1889 se prononça pour l'effet de non rétroactivité).

Dans la discussion de la loi de 1889, le projet qui fut d'abord voté par le Sénat consacrait le même principe, l'appliquant aux enfants nés en France d'un étranger qui n'y était pas né lui-même, mais, d'un autre côté, n'accordant de plein droit la qualité de Français avec droit d'option qu'à celui qui est né de parents étrangers nés eux-même en France, consacrant, en somme, le système de la loi de 1874 (art. 1<sup>er</sup>).

Lorsque le projet fut porté devant la Chambre des Députés, la Commission proposa, par l'organe de son rapporteur, une distinction à faire dans la catégorie des gens compris dans l'article 9 (1).

---

(1) V. Cogordan, p. 77.

(1) Ceux qui ont résidé en France pendant toute leur minorité et ont, à l'époque de leur majorité, leur domicile en France, et ceux qui n'ont pas habité la France et n'y ont pas leur domicile à l'époque de la majorité.

« Votre Commission au contraire vous propose, disait M. Dubost, rapporteur de la loi, une extension considérable à la loi de 1874. Elle vous demande de substituer à la proposition du Sénat deux dispositions réglant successivement le cas de : 1° l'individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né ; 2° l'individu né en France d'un étranger qui n'y est pas né lui-même, mais qui, au moment de l'appel sous les drapeaux ou de la majorité de son enfant, y est établi depuis vingt ans au moins. Le premier serait Français de plein droit, sans pouvoir décliner cette qualité sous aucun prétexte ; le second serait Français aussi, mais aurait la faculté de renoncer à cette qualité, en prouvant toutefois qu'il a conservé sa nationalité d'origine...

« Nous pensons que les dispositions que nous vous proposons sont indispensables et en même temps qu'elles sont sans danger.

« Elles sont indispensables, car c'est le seul moyen d'obliger des individus qui trouvent leur intérêt à ne se rattacher à aucune collectivité déterminée, afin d'en éviter les charges, à remplir leur devoir d'homme et de citoyen et à cesser ainsi à la fois de vivre dans une situation privilégiée au point de vue naturel et de pouvoir devenir en certains cas une menace pour l'ordre public. Elles sont sans danger, car elles ne feront partir de France ou d'Algérie ni un étranger, ni un colon. Ils échappent sans doute avec satisfaction aux charges sociales quand ils le

peuvent, mais, si ces charges leur sont imposées, ils les subissent sans rien dire, parce qu'elles sont sans comparaison avec les avantages qu'ils retirent de leur résidence ou de leur établissement sur notre territoire ou dans nos possessions. D'ailleurs, pourquoi partiraient-ils ? N'est-il pas évident que... celui qui est né en France d'un étranger qui n'y est pas lui même né, mais qui y est établi depuis vingt ans au moins. Sans doute, il peut se trouver dans une situation différente d'esprit et d'intérêt, et assurément il serait dangereux d'en faire un Français malgré lui, car la famille d'un individu placé dans cette situation, ayant à choisir, pourrait bien opter pour une résidence dans un autre pays. Mais notre disposition ne peut rien faire redouter de pareil, puisque cette qualité de Français, qui lui appartient de par sa naissance sur notre sol, il peut y renoncer par une simple déclaration et, qu'en y renonçant, rien ne l'incite à transporter ailleurs son domicile, qu'il peut le conserver en France sans même avoir à subir les charges des citoyens français. »

La Chambre des Députés vota cette modification proposée par sa Commission, et le projet revint au Sénat, où M. Delsol, rapporteur de la Commission de la Chambre-Haute, qui avait accepté cette modification, la justifiait de la sorte : un tel enfant, né en France, et qui y a son domicile à sa majorité, est présumé avoir habité la France pendant toute sa minorité : or, on doit le considérer comme étant

fortement attaché à elle. « La France est son pays natal ; il y a été élevé, il ne connaît point d'autre patrie. Pourquoi, dès lors, ne serait-il pas considéré comme un Français d'adoption ? Cette présomption ne peut d'ailleurs lui causer aucun préjudice, car, arrivé à sa majorité, il aura la faculté d'opter pour la nationalité étrangère et de demander qu'on lui applique le *jus sanguinis* (1).

En second lieu, un tel individu sera porté sur le tableau de recrutement et sera obligé de faire un choix s'il veut échapper au service militaire en France.

« Avec la législation actuelle, les jeunes étrangers résidant en France se soustrairaient à notre loi militaire en invoquant leur extranéité, et comme ils ne quittent pas notre territoire, ils échappent ainsi à la loi militaire de leur pays. Or, en agissant ainsi, ils n'éluent pas seulement une charge qui serait l'équivalent bien naturel des avantages qu'ils ont trouvés en France, ils ont fait en outre à nos nationaux une concurrence déloyale. Pendant que nos jeunes soldats sont à la caserne, ces étrangers continuent l'exercice de leur industrie ou de leur profession. Ils deviennent contremaîtres, ils obtiennent des emplois lucratifs, et partout ils s'emparent des postes avantageux.

« Lorsque le soldat français revient du service, il

---

(1) Rapport de M. Delsol, déposé au Sénat le 3 juin 1889.

trouve toutes les bonnes positions occupées par eux et doit subir l'avance notable qu'ont pris sur lui ces concurrents privilégiés. »

En troisième lieu, effrayé par le nombre considérable des étrangers qui affluent chaque année en France et qui en temps de guerre serviront pour la plupart contre elle, ce qui constitue un grand danger, le rapporteur continue :

« Ne vaut-il pas mieux absorber ces étrangers dans la nationalité française, qui est si forte et si vivante, toutes les fois du moins que les circonstances de leur naissance ou leur séjour permettent d'espérer qu'ils deviendront des citoyens dévoués à leur nouvelle patrie ? »

Seulement, la grande difficulté consistait en ce séjour pendant vingt ans, qu'il fallait apprécier et prouver.

Aussi se contente-t-on de la présomption de ce séjour par les parents, résultant pour l'enfant du fait d'avoir son domicile en France à l'époque de sa majorité. La loi de 1889 fut votée, et elle consacrait cette innovation.

Mais cette présomption n'est pas toujours justifiée ; aussi fait-on à l'article 8, § 4, le reproche de perdre sa raison d'être lorsqu'il est démontré que l'enfant n'est venu fixer son domicile en France qu'à la veille de sa majorité, et de devenir même un moyen dangereux, quisqu'il permet ainsi de se sous-

traire aux conditions exigées par l'article 9 et, de plus, d'obtenir la nationalité française de façon rétroactive. Quoi qu'il en soit, la loi est formelle, et il ne faut faire aucune exception. Dès lors, toutes les fois que les conditions de la naissance en France et de domicile à la majorité sont réunies, il en résulte que l'individu devient Français de plein droit.

Dans le cas prévu par l'article 9, celui qui est né en France d'un étranger qui, lui-même, n'y est pas né, s'il n'a pas son domicile en France au moment de sa majorité, doit, pour devenir Français, réclamer cette qualité et manifester cette volonté par une déclaration. Or, au contraire, dans le cas prévu par l'article 8, § 4, cette volonté est présumée manifestée par cela seul qu'il a son domicile en France. Or, le lendemain de sa majorité, il devient Français de plein droit. Mais le devient-il d'une manière rétroactive, c'est-à-dire sera-t-il censé avoir été toujours Français depuis sa naissance ? La question a un très grand intérêt. Ainsi, si cet individu devient Français rétroactivement, le Gouvernement français peut refuser son extradition s'il est recherché pour un crime commis par lui hors de France. De même aussi, la femme et les enfants de cet individu, qui s'est marié avant sa majorité, seront réputés avoir acquis cette nationalité, la femme par le mariage, les enfants par leur naissance, etc.

En France, la question est très controversée.

D'après la plupart des auteurs (1), la rétroactivité est chose indiscutable, car, disent-ils, l'individu est appelé à la nationalité française sous la condition suspensive qu'il sera domicilié en France à l'époque de sa majorité. Cette condition rétroagit d'après l'article 1179 du Code civil français, l'acquisition de la nationalité française est dans ce cas rétroactive. Pour qu'il en soit autrement, il faut un texte spécial. Or, il existe bien un texte spécial (l'article 20) (1), mais ce texte, concernant les cas de non rétroactivité, ne mentionne pas l'article 8, § 4. De plus, il résulte de la rédaction même du texte des article 8, § 4, et article 9, que le législateur a voulu faire une distinction à ce sujet. Ainsi, l'article 8 dit : « est Français », tandis que l'article 9 dit : « devient Français ».

Les partisans (2) de l'opinion contraire ripostent en rejetant ici toute application de l'article 1179 du Code civil. « Il ne s'agit pas en effet, ici, dit M. Rouard de Card, d'une condition proprement dite que l'individu né en France a accomplie, mais d'une situation spéciale dans laquelle il s'est trouvé placé à une époque déterminée. Quant à l'article 20, répondent-ils, il n'est pas concluant, puisque la rétroactivité n'est admise par personne dans le cas de

---

(1) V. Weiss, p. 65 ; Vincent, n° 39.

(1) Art. 20 : « Les individus qui acquerront la qualité de Français dans les cas prévus par les articles 9, 10, 18 et 19 ne pourront s'en prévaloir que pour les droits ouverts à leur profit depuis cette époque. »

(2) Rouard de Card, p. 163 et s. ; Le Sueur et Dreyfus, p. 164.

naturalisation ordinaire, et pourtant cet article 20 ne la mentionne pas. Leur troisième objection est que la comparaison entre les articles 8, § 4, et 9 ne démontre rien, quoique le même article 8, dans 5°, dit : « est Français », tandis qu'il aurait dû dire : « devient Français ».

Cependant, presque tous les auteurs admettent que l'individu est étranger, *pendente conditione*, c'est-à-dire qu'il ne devient Français que si à sa majorité il réunit toutes conditions nécessaires à cet effet. On a voulu objecter pourtant que l'article 8 dit, dès son début : « sont Français », et énumère ceux qui le sont dès leur naissance. Or, de la rétroactivité même, on pourrait conclure à l'existence de cette *pendente conditione*. De plus, l'article 11 du décret réglementaire de 1889 accordait les deux cas de l'article 8 § 4 et de l'article 9 en disant que la demande faite par les parents de ces individus pour réclamer la nationalité d'avance (art. 9) ou renoncer au droit de la décliner (art. 8 § 4) sera faite dans la même forme.

La forme de cette disposition est discutable. « Il y a là, dit M. Weiss, un empiètement du pouvoir exécutif sur le domaine législatif, un empiètement que condamnent les termes de l'article 5 de la loi de 1889. En autorisant le chef de l'Etat à déterminer par un règlement d'administration publique « la formalité à remplir et la justification à faire relativement à la renonciation à la qualité de Français », le dit article a limité ses attributions et n'a évidemment pas voulu

lui permettre de réunir, pour les individus dont il s'agit, au système de la loi de 1874, expressément abrogée. Le moment auquel la renonciation doit être faite est fixé par la loi, le décret ne peut y toucher, et la faculté de l'avance qu'il reconnaît au mineur par une option faite en son nom n'est pas légale, parce qu'elle s'analyse, non en une formalité, mais dans l'abandon d'un droit. » (1)

En un mot, si on admettait la possibilité d'y renoncer, il faudrait décider que l'individu a déjà ce droit, qu'il est Français de naissance.

Nous avons traité la question au point de vue du droit français ; maintenant, nous désirons traiter ce cas d'après les lois égyptiennes, mais avec le regret que notre loi sur la nationalité égyptienne n'embrasse pas tous ces détails et qu'il y ait quelques lacunes sur ce point.

Nous croyons que c'est le devoir de cette Commission, qui travaille pour élaborer une loi sur la nationalité égyptienne, de préciser ce qui est vague ou ambigu et de combler les lacunes, pour que nous ayons une loi qui puisse rendre les vrais services espérés.

A notre avis, en ce qui concerne l'enfant né en Egypte et qui y a son domicile jusqu'à sa majorité, il doit être considéré comme Egyptien, en se basant

---

(1) Weiss, p. 70.

sur la loi française, qui paraît convenir aux besoins de l'Égypte plus que les autres lois ; la loi allemande considère qu'un enfant dans les mêmes conditions est toujours étranger, puisque son père est un étranger, en maintenant toujours le *jus sanguinis*. Il nous paraît logique de croire que l'étranger qui est né en Égypte et qui y habite continuellement jusqu'à sa majorité a montré de ce fait une preuve de son attachement au pays, puisque jusqu'à ce moment il n'a pas songé à changer de domicile ou aller résider dans son pays d'origine ; il est juste que l'Égypte lui impose sa nationalité à sa majorité, comme contre-coup de ses séjours continus en Égypte et comme prix de sa jouissance des bénéfices de ces lois et des intérêts qu'il a dans le pays.

Cet étranger aura toujours la capacité d'opter à sa majorité pour son pays d'origine, et de répudier la nationalité égyptienne.

## TROISIÈME PARTIE

---

### ACQUISITION DE LA NATIONALITE PAR UN FAIT POSTERIEUR A LA NAISSANCE

---

Le principe bien accepté de nos jours est que la nationalité ne s'impose pas ; on est libre d'acquérir telle ou telle nationalité, pourvu qu'on ait rempli les conditions exigées. Comme il est admis qu'un individu ne peut rester indéfiniment obligé d'avoir toujours certaine nationalité, alors on a maintenant la pleine liberté de prendre telle nationalité ou de répudier telle autre. Tout homme a le droit de vivre et de développer sans contrainte ses facultés physiques et intellectuelles, on doit lui permettre d'aller chercher loin de sa patrie d'origine, fût-ce au prix d'un abandon définitif, les intérêts, les relations, les avantages de toute nature que celle-ci lui refuse et qu'il considère comme indispensables à son existence (1).

---

(1) V. Weiss, p. 88.

De cette constatation résulte la règle que, à la perte de nationalité, doit nécessairement correspondre l'acquisition d'une nouvelle nationalité.

Les relations de l'individu avec l'Etat nous paraissent être de celles résultant d'un contrat. Aussi, dans la nationalité, doit-on voir un contrat qui, comme tout lien contractuel, doit résulter du consentement mutuel des parties.

Le concours de deux volontés est nécessaire pour arriver à donner à l'individu la nationalité désirée, mais il se peut quelquefois que, même s'il réalise les conditions exigées, l'Etat puisse lui refuser, car pour lui la réunion de ces conditions ne constitue pas nécessairement un droit à la nationalité ; le cas de l' « indésirable » dans les lois anglaises en est un exemple.

Le consentement de chaque partie doit être librement exprimé dans un sens ou dans l'autre : celui de l'individu par sa demande, celui de l'Etat par l'une des deux solutions qui sanctionnera cette demande. Dans certains cas déterminés, l'Etat a donné tacitement et d'avance son consentement, et c'est lui qui dans ce cas offre la nationalité ; l'individu acquiert alors de plein droit cette nationalité, par le seul fait de sa demande.

Dans d'autres cas, au contraire, c'est l'individu qui sollicite sa naturalisation, et alors l'Etat donne son consentement d'une manière expresse et se prononce pour chaque demande individuellement et

après discussion. Mais, dans l'un ou l'autre cas, l'Etat conserve toujours la faculté d'accorder à l'individu sa nationalité.

Pour nous résumer, sans le premier cas, l'Etat offre sa nationalité, tandis que, dans le second cas, l'individu sollicite sa naturalisation pour satisfaire ses intérêts ou ses convenances personnelles.

D'ailleurs, nous verrons, au cours de ce travail, les divers modes d'acquisition de la nationalité.

Mais qu'il s'agisse de la femme mariée ou de l'enfant mineur du naturalisé, nous nous trouvons en présence d'un troisième cas de naturalisation.

L'unité de la famille et les intérêts du mineur ont pour conséquence logique l'attribution presque forcée à la femme et aux enfants de la nationalité du mari ou du père. En ce qui concerne la femme, on a expliqué cette situation en alléguant le fait seul d'avoir consenti au mariage avec un étranger, qui entraîne le plus souvent pour elle un changement de nationalité.

Quant au mineur, on lui accorde la faculté de répudier cette nationalité à l'âge où il n'aura plus besoin de ses parents pour gérer ses intérêts et où il aura toute son indépendance, c'est-à-dire à sa majorité.

Donc, il y a trois modes d'acquisition de la nationalité, que l'on désigne ainsi : la naturalisation ordinaire, la naturalisation de faveur et la naturalisation par le seul effet de la loi.

## CHAPITRE PREMIER

---

### LA NATURALISATION ORDINAIRE

---

La naturalisation est l'admission d'un étranger, sur sa demande, au nombre des nationaux (1).

Il en résulte, d'après son étymologie, que le mot « naturalisation » désigne le moyen quelconque par lequel un étranger arrive à être assimilé, quant aux droits et aux obligations, aux naturels du pays où il veut se fixer (2).

« Naturaliser quelqu'un, dit M. Denisart, c'est le rendre capable de tous les effets civils comme le sont les originaires français. »

M. Mirlan dit : « La naturalisation est l'acte par lequel un étranger obtient les mêmes droits et privilèges que s'il était né Français. »

---

(1) V. MM. Pillet et Niboyet, p. 123.

(2) V. Weiss, p. 88.

D'après ces idées, on trouve que le naturalisé qui ne s'attachait par aucun lien légal antérieur, et qui ne se prévalait d'aucune attache de naissance, devient, au point de vue de tous ces droits, comme un citoyen du pays.

*Naturalisation ; Denization ; Indigénat.*

Denization. — On rencontre dans certains pays des institutions qui se trouvent à côté de la naturalisation et qui ont pour but de concéder à l'étranger la nationalité.

Ces mesures intermédiaires, qui doivent être distinguées de la naturalisation, fonctionnaient autrefois dans l'Empire Britannique. Telle est la denization.

D'après ce système, on accordait à l'étranger quelques privilèges et quelques droits, sans l'assimiler aux nationaux, mesure qui s'appliquait en Angleterre, pays à forte immigration, pour inciter les étrangers à s'y assimiler par la naturalisation. Cette mesure était ignorée en France. Depuis l'acte de 1870, on ne l'applique plus en Angleterre ; on la mettait sur le même rang que la naturalisation (1).

En Allemagne existaient les lettres de bourgeoisie, qui rendaient aux étrangers le commerce plus facile.

Indigénat. — Est une institution très différente

---

(1) V. Westakle, p. 450 ; Dicey, règle 27.

de la nationalité. On emploie cette mesure, à l'heure actuelle, aux pays dont l'unification politique n'est pas complète ; tel est le cas de l'Etat fédéral. L'indigénat est alors la qualité de membre de tel ou tel Etat, province, région, etc., de l'Etat fédéral. C'est ainsi qu'en Allemagne existe, à côté et en dessous de la nationalité d'Empire, la nationalité de chaque Etat particulier, qui est le support de la précédente.

Cette nationalité d'Etat n'a pas de caractère international ; elle tend simplement à la classification des Allemands entre les diverses parties de l'Allemagne (1).

Le Code civil français de 1804 ne s'occupe pas de naturalisation ; on n'a rien dit concernant cette question, mais plus tard, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, cette matière fut réglementée dans des textes.

On a commencé cette réglementation par le décret de 1809, mais celui-ci est remplacé par un autre décret édicté le 28 mars 1848. Ce dernier donnait aux étrangers le droit à la naturalisation après une résidence de cinq ans. On trouvait qu'il y avait eu trop de naturalisés en peu de temps, et cela eut pour conséquence la promulgation de la loi du 3 décembre 1849, qui rétablit la résidence décennale. Cette dernière à son tour fut remplacée par une autre plus récente et qui constitue la charte actuelle : ce fut

---

(1) V. MM. Pillet et Niboyet, p. 124.

la loi du 29 juin 1867, qui n'a pas été profondément modifiée depuis.

En 1889, il y eut aussi quelques réformes. Durant la guerre mondiale, on s'est aperçu en France que les lois appliquées sur la naturalisation jusqu'alors ont révélé certain insuffisance en laissant prendre trop facilement la nationalité.

Ayant vu les désavantages graves de ce système, on se trouva obligé d'émettre des lois pour prendre des mesures de précaution : la loi du 7 avril 1915, complétée par celle du 18 juin 1917, eut cet objet.

Les articles 3 et 4 (1) de la loi ottomane du 19 janvier 1869 sont consacrés à la naturalisation en Egypte, pour l'individu qui y est né et qui veut se faire naturaliser dans les trois ans qui suivent sa majorité.

La majorité de l'individu qui veut acquérir la nationalité égyptienne est considérée d'après les lois de son pays d'origine. On exige que l'étranger ait déjà passé cinq années sur le territoire égyptien, mais il arrive qu'à titre de faveur on exempte de

---

(1) Art. 3 : « Tout étranger majeur qui réside durant cinq années consécutives dans l'Empire Ottoman peut obtenir la nationalité ottomane en adressant directement ou par intermédiaire sa demande au Ministre des Affaires étrangères. »

Art. 4 : « Le Gouvernement Impérial pourra accorder extraordinairement la nationalité ottomane à l'étranger qui, sans remplir les conditions de l'article précédent, serait jugé digne de cette faveur exceptionnelle. »

ce délai celui qui devient musulman, ou le paysan qui veut habiter en Egypte en prêtant serment de respecter les lois du Gouvernement.

Nous allons examiner d'abord les différents points de cette loi. Nous croyons que le délai de trois ans accordé à l'individu pour opter pour la nationalité est trop long, car il laisse l'Etat indécis quant à la volonté de l'individu ; nous croyons utile d'employer le délai d'une année usité dans les lois françaises et d'autres pour mettre fin à cet état d'hésitation d'option. Au contraire, nous repousserons le délai de cinq années de domicile que l'on a exigé avant d'être naturalisé, pour la même raison qui fit repousser la loi française du 18 mars 1848, dont le grand inconvénient était de faciliter trop l'acquisition de la nationalité française, et qui eut pour conséquence la loi du 3 décembre 1849, rétablissant la résidence décennale ; nous conseillons de suivre cette loi pour le cas de naturalisation ordinaire, parce que l'étranger qui passe ce délai de dix ans de résidence en Egypte doit avoir des raisons d'y être attaché, tandis qu'un nombre inférieur d'années ne prouve aucun attachement au pays. Cet état de choses pourrait amener des conséquences fâcheuses si l'on n'y prend garde dès le début. Le naturalisé devient national au moment de l'acceptation mutuelle, celle de l'Etat et la sienne, mais cette qualité de national ne remonte qu'à la date même de l'acquisition de la nationalité voulue.

I. — *Naturalisation proprement dite*

## a) CONDITIONS DE FOND

Pour que la naturalisation puisse être obtenue, trois conditions doivent être remplies : 1° condition de capacité ; 2° condition de séjour ; 3° ne pas être déchu du bénéfice de la naturalisation.

Nous allons traiter chacun de ces cas séparément :

1° *Capacité*. — D'après les articles 2 et 3 de la loi ottomane du 19 janvier 1869 (1), le postulant doit être capable. Mais il s'agit de savoir d'après quelle loi doit être appréciée la capacité. Sera-ce d'après la loi d'origine du postulant, ou bien d'après la loi égyptienne ?

En France, la capacité est régie, pour celui qui veut se faire naturaliser, par la loi française, et ne tient pas compte de la loi étrangère, c'est-à-dire de sa loi nationale.

Pour que l'intéressé ait la capacité voulue de solliciter la naturalisation, il suffit, d'après la loi fran-

---

(1) Art. 2 : « Tout enfant né sur le territoire ottoman de parents étrangers peut, dans les trois ans qui suivront sa majorité, revendiquer la qualité de sujet ottoman.

Art. 3 : « Tout étranger majeur qui a résidé durant cinq ans consécutifs dans l'Empire Ottoman peut obtenir la nationalité ottomane en adressant directement ou par intermédiaire sa demande au Ministre des Affaires étrangères.

çaise, qu'il possède en France cette capacité, bien que d'après sa loi nationale il soit incapable.

Inversement, si l'étranger est incapable d'après la loi française, mais s'il est capable d'après sa loi d'origine, cela ne lui donne pas le droit d'acquérir la nationalité française ; mais il est considéré toujours comme incapable.

Cette mesure ne s'applique pas dans d'autres pays (1) où c'est la loi nationale de l'intéressé qui compte.

Dans l'Empire Ottoman et en Egypte, on suit la deuxième méthode, celle d'appliquer la loi nationale de l'étranger ; mais nous ne partageons pas cet avis, car l'étranger qui veut se faire naturaliser Egyptien entend par cela s'assimiler aux autres citoyens égyptiens et subir toutes les lois.

Alors, à plus forte raison, il faut qu'il remplisse toutes les conditions qui lui permettent d'être capable d'après la loi égyptienne, pour respecter les lois du pays. D'autant plus que c'est le postulant qui, dans la plupart des cas, réclame la nationalité, et non pas l'Etat qui lui impose sa nationalité.

En France, la femme mariée qui n'est pas autorisée de son mari ou de la justice est incapable (Code civil, art. 215), mais pourtant la Chancellerie accorde la naturalisation à des femmes mariées sans tenir

---

(1) Allemagne, Autriche, Hongrie, etc...

compte des dispositions de la loi étrangère ni de l'interdiction du mari (1).

Le mineur, même par l'intermédiaire de ses représentants légaux, ne peut être naturalisé, cela va de soi, d'après la loi française et notre idée personnelle, car, puisqu'on a pris comme base, pour la naturalisation, la faculté d'être capable, on ne peut laisser intervenir le mineur dans cette catégorie d'individus. Cela est naturel, car le mineur, qui ne voit pas assez clairement, s'il se fait naturaliser par l'intermédiaire de ses représentants légaux, peut, au moment de sa majorité, regretter son acte et répudier sa naturalisation, et revendiquer sa nationalité primitive ; ces détours amèneraient bien des complications.

Les articles 5 et 6 de la loi du 19 janvier 1869 parlent de la dénaturalisation (2), c'est-à-dire de l'acte de

---

(1) V. MM. Pillet et Niboyel, p. 127. Plusieurs décisions ont accordé l'autorisation de justice : affaire de Wrède, Seine, 12 mars 1917; Rev. Lapradelle, 1918, p. 116.

(2) Art. 5 : « Le sujet ottoman qui a acquis une nationalité étrangère avec l'autorisation du Gouvernement Impérial est considéré et traité comme sujet étranger ; si, au contraire, il s'est naturalisé étranger sans autorisation préalable du Gouvernement Impérial, sa naturalisation sera considérée comme nulle et non avenue, et il continuera à être considéré et traité en tous points comme sujet ottoman. »

Art. 6 : « Néanmoins, le Gouvernement Impérial pourra prononcer la perte de la qualité de sujet ottoman contre tout sujet ottoman qui sera naturalisé à l'étranger ou qui aura

prendre une autre nationalité, mais, d'après cette loi, il faut, pour que l'individu puisse acquérir une autre nationalité, qu'il ait une autorisation préalable du Gouvernement de son pays, afin que la naturalisation étrangère puisse donner son effet. Mais si l'individu s'est fait naturaliser étranger sans avoir l'autorisation préalable exigée, sa naturalisation sera nulle et non avenue, et il sera toujours considéré et traité comme sujet du pays. Au cas où l'individu se trouve hors de son pays, faut-il toujours demander l'autorisation ? Les uns disent que l'autorisation est obligatoire, que l'individu soit dans le pays ou non, et cela parce que la loi n'a pas distingué les deux cas l'un de l'autre, mais qu'elle exige l'autorisation dans tous les cas, en prenant comme base que la nationalité est le lien qui unit un individu avec le Gouvernement de son pays, et que pour rompre cette relation, il faut l'approbation du Gouvernement, même si l'intéressé est hors de son pays.

Les autres disent que la dite autorisation n'est pas nécessaire au cas où l'individu se trouve à l'étranger ; les partisans de cette idée se basent sur la note explicative qui est parue avec la loi elle-même et qui commence ainsi : « La seule raison d'exiger l'auto-

---

accepté des fonctions militaires près d'un gouvernement étranger sans l'autorisation de son Souverain.

« Dans ce cas, la perte de la qualité de sujet ottoman entraînera de plein droit l'interdiction, pour celui qui l'aura encourue, de rentrer dans l'Empire Ottoman. »

risation préalable pour changer la nationalité est d'empêcher le citoyen qui se trouve dans l'Empire Ottoman de prendre une autre nationalité. Mais cette note a été faite pour corroborer l'idée de l'autorisation préalable ; elle explique le cas où le danger est notable pour convaincre les autres pays de la raison de cette article 5 qui oblige à prendre l'autorisation et qui considère la naturalisation faite sans autorisation comme nulle, et l'individu toujours sujet ottoman à tous points de vue. L'article 6 intervient ensuite, citant le droit du Gouvernement ottoman de faire perdre à l'intéressé la nationalité ottomane et ses effets ; cette perte entraîne l'interdiction à l'individu du retour dans son pays.

Cela veut dire que si l'individu se trouve dans l'Empire, sa naturalisation sera nulle, mais s'il est à l'étranger la naturalisation sera considérée de la même façon ; de plus, le Gouvernement pourra lui faire perdre la qualité de sujet ottoman, comme il peut lui interdire le retour au pays.

Cependant, il faut remarquer que, si la non obtention de l'autorisation préalable rend la naturalisation comme nulle d'après les lois ottomanes, cela n'empêche pas que les autres pays la considèrent soit comme valable, soit comme non valable, selon leurs lois.

En Suisse et en Espagne, les Gouvernements ne donnent leur nationalité qu'après s'être assurés que

la première nationalité de l'intéressé n'existe plus d'après sa loi nationale.

Dans la loi anglaise, avant 1914, le Gouvernement donnait sa nationalité sans rechercher si le postulant avait une autorisation préalable de son Gouvernement ; mais dans ce cas, si le naturalisé retourne à son pays d'origine, il ne sera considéré comme sujet anglais qu'après avoir répudié son ancienne nationalité, soit d'après les lois de son pays d'origine, soit par des conventions passées dans ce sens (1).

#### b) CONDITION DE SÉJOUR

Cette condition semble nécessaire au législateur, en imposant au postulant un stage, en le soumettant à l'épreuve de la vie en Egypte, il lui fait ainsi mieux connaître le pays avec ses mœurs, ses coutumes, en même temps que ses besoins.

D'un autre côté, cette résidence permet de s'assurer si l'étranger est vraiment capable de devenir un bon sujet égyptien.

Fresque toutes les lois exigent une condition de résidence plus ou moins longue, suivant qu'elle est accompagnée de circonstances qui permettent d'en abréger la durée et de faire présumer de l'attachement sincère du postulant à l'Egypte.

---

(1) V. Westlake, p. 301 ; Dicey, p. 190, règle 31.

L'étranger ne peut obtenir la naturalisation sans justifier d'un attachement suffisant à l'Egypte ; celui-ci résultera d'un séjour dont la durée doit être fixée par la loi.

Nous croyons nécessaire de proposer les délais d'après les différentes circonstances qui l'accompagnent.

Nous diviserons cette question en trois catégories :

- 1° L'étranger qui a fait une demande pour l'admission à domicile ;
- 2° L'étranger qui réside simplement en Egypte ;
- 3° L'étranger épousant une Egyptienne ou ayant rendu des services importants ou utiles à l'Egypte.

#### I. — *Etranger admis à domicilier en Egypte*

On entend par admission à domicile les institutions en vertu desquelles l'étranger qui en bénéficie possédera en Egypte un domicile analogue à celui de tout Egyptien, tandis que les autres ne bénéficient que d'un domicile de fait ; pour cela, il faut une loi qui réglementera tous les détails nécessaires concernant ce cas.

La demande à domicile doit être adressée aux autorités compétentes, au Ministère de la Justice. C'est là que l'on étudie la demande, qui, après examen, peut être acceptée ou rejetée.

Dès le moment où l'étranger acquiert cette admission à domicile, il pourra jouir des privilèges durant

cinq années, pendant lesquelles il pourra demander la naturalisation du pays ; mais si, à l'expiration de ce délai, il n'a pas sollicité la naturalisation, ou si, l'ayant sollicitée, il ne l'a pas obtenue, son bénéfice cessera automatiquement (1).

« L'admission à domicile étant une faveur, elle ne peut s'étendre à la femme et aux enfants de celui qui l'a obtenue ; elle lui est personnelle. On peut appliquer la règle qui dit que si l'étranger meurt avant d'acquérir sa naturalisation demandée, sa femme ainsi que ses enfants mineurs (art. 13, al. 3, C. civ.) peuvent se prévaloir de la durée qui reste de son admission à domicile pour être naturalisés. » (2)

Pour cette catégorie de personnes, on peut leur conférer la nationalité égyptienne après un séjour de trois ans.

## II. — *L'étranger qui réside simplement en Egypte*

En ce qui concerne les individus qui résident simplement en Egypte, sans avoir demandé, dès le début de leur arrivée, une admission à domicile, ils doivent être traités autrement que ceux de la première catégorie. La loi de 1869 (art. 3) (3) donne à ces individus la possibilité de demander la naturalisation après

---

(1) V. MM. Pillet et Niboyet, p. 128.

(2) V. Weiss, p. 103.

(3) V. Supra.

avoir passé cinq années dans le pays ; c'était le délai exigé en France par la loi de 1848, mais nous avons proposé la résidence décennale, qui prouve mieux l'attachement du postulant à l'Égypte, parce que, quoique la durée de dix ans soit relativement longue, elle permet à l'Etat de ne pas hésiter à consentir à l'acquisition de la nationalité, et quant à ceux qui demandent cette nationalité égyptienne, il y aura des chances qu'après avoir passé un pareil délai ininterrompu, ils aient prouvé à l'Égypte plus d'attachement que ceux qui n'y ont passé qu'un temps moins long.

### III. — *Etranger ayant épousé une Egyptienne, ou ayant rendu des services importants à l'Égypte.*

L'article 7 de la loi de 1869 (1) n'a pas spécifié dans son texte que la femme ottomane prend la nationalité de son mari, mais on peut conclure du sens de cet article qu'elle prend la nationalité de son mari, au cas où la nationalité de ce dernier la lui accorde, et qu'elle devient étrangère, car l'article dit qu'elle peut recouvrer sa qualité de sujette ottomane ; ceci prouve qu'elle a déjà perdu sa nationalité d'origine, puisqu'elle peut la recouvrer plus tard. Au cas où

---

(1) Art. 7 : « La femme ottomane qui a épousé un étranger peut, si elle devient veuve, recouvrer sa qualité de sujette ottomane, en en faisant la déclaration dans les trois ans qui suivront le décès de son mari. »

la loi du mari n'offre pas la nationalité, elle reste toujours Ottomane. Il se peut que l'étranger marié avec une Egyptienne réside en Egypte ; il est désirable alors de lui faciliter l'acquisition de la nationalité égyptienne, parce que son mariage marque sa sympathie pour le pays. Pour cela, nous suggérons de réduire le délai à une année d'admission à domicile, comme en France.

Nous croyons que les étrangers qui ont rendu des services importants ou utiles à l'Egypte doivent être regardés avec faveur, puisqu'ils ont montré qu'ils aimaient ce pays, et nous sommes d'avis de les traiter comme en France, en leur permettant d'acquérir la nationalité égyptienne après un séjour d'une année.

Le point de départ du délai à la fin duquel la nationalité pourra être sollicitée peut être le jour de la demande d'admission à domicile, mais on peut suivre l'idée du Code civil français, qui dit, dans son article 8 n° 5 *in fine*, que ce sera le jour de l'enregistrement de la demande à la Chancellerie, ce qui est plus favorable à l'étranger.

### III. — *Ne pas être déchu du bénéfice de la naturalisation*

De l'article 6 de la loi du 18 janvier 1869, on peut conclure que quand un Ottoman se fait naturaliser à l'étranger sans avoir l'autorisation préalable de son Gouvernement, il peut être considéré comme ayant

perdu la nationalité ottomane et ses effets, ce qui peut amener l'interdiction du retour au pays. Il en résulte que cet individu n'aura plus le droit de réintégration dans la nationalité.

Il se peut que quelques pays exigent l'autorisation préalable du Gouvernement pour que leurs ressortissants puissent acquérir une nationalité étrangère. Il vaut mieux ne pas laisser acquérir la nationalité de l'Égypte à cette catégorie de personnes avant qu'un compromis soit fait entre les deux pays intéressés, afin de ne pas créer de conflits de lois.

Il ne faut donner aussi la nationalité égyptienne qu'à ceux qui ont une bonne moralité ; il tombe sous le sens que chaque pays ne veuille accueillir comme sujets que des personnes dignes et d'une honorabilité parfaite.

Cette moralité peut être prouvée par une enquête faite par l'autorité compétente.

#### b) CONDITION DE FORME

##### *(Procédure de la naturalisation)*

Quand l'étranger remplit les conditions exigées par l'État qui le qualifie de national, et quand il a obtenu l'admission à domicile de résider sur le territoire égyptien, soit pour la durée de dix ans, soit pour moins longtemps, toutes ces phases sont des préliminaires de la naturalisation ; l'étranger est toujours étranger. Mais, pour être considéré parmi les

nationaux du pays et cesser d'être étranger, il faut qu'il se conforme aux règles spéciales ; en ce faisant, il devient national de l'Égypte. Ces règles sont les règles de procédure de la nationalité.

Elles consistent en ceci : chaque étranger naturalisé doit présenter aux autorités compétentes, au Ministère de la Justice, une demande sur papier timbré, en y joignant son acte de naissance et tous les papiers exigés pour prouver sa personnalité. Toutes ces notes seront soumises à l'autorité compétente pour donner sa décision finale. Il se peut que le gouvernement, en dépit de tous ces documents, refuse de conférer sa nationalité. « De là ne résulte pas que le Gouvernement soit obligé d'accorder la naturalisation. Celle-ci n'est jamais un droit, mais toujours une pure faveur que celui-ci reste entièrement libre de refuser pour des motifs d'opportunité dont il est seul juge et qui échappent à tout recours ; le rejet de la demande rentre incontestablement dans le pouvoir discrétionnaire du Gouvernement. » (1)

Si la nationalité est accordée, cela doit paraître au Bulletin des Lois, et une ampliation doit être transmise à l'intéressé par la voie administrative. En plus de ces démarches, le postulant doit payer une somme d'argent (cette somme sera fixée par le Gouvernement) comme droit de Chancellerie.

---

(1) V. MM. Pillet et Niboyet, p. 135. Rev. Lapradelle, 1922-23. p. 323.

## CHAPITRE II

---

### LA NATURALISATION DE FAVEUR

---

Dans la naturalisation ordinaire, le postulant est complètement étranger au pays dont il réclame la nationalité, c'est-à-dire qu'il n'y avait aucun lien antérieur entre la personne intéressée et le pays dont elle désire devenir un des ressortissants. Mais il se peut que des circonstances plus favorables entourent l'étranger ; alors, le cas échéant, il y aura un adoucissement pour lui, et on ne le mettra pas sur pied d'égalité avec d'autres qui n'en bénéficient pas. Ces dispositions, ce sont quelques cas prévus et qui se présentent plus ou moins pareillement dans tous les pays, d'après les circonstances qui les créent. Nous allons les citer ainsi : 1° les enfants d'un ex-Egyptien ; 2° femme et enfants majeurs du naturalisé.

I. — *Les enfants d'un ex-Egyptien*

Cette catégorie d'individus doit être regardée par le législateur d'un œil favorable, car ils ne sont pas complètement étrangers si un des parents est né en Egypte. Mais si les deux parents sont nés à l'étranger, alors l'enfant est considéré comme une personne tout à fait étrangère et entrera dans ce cas dans la catégorie de la naturalisation ordinaire.

La faveur qui peut être faite à cet enfant, c'est qu'il peut réclamer la nationalité sans faire de stage ni sans qu'il y ait de limite d'âge ; il pourra ainsi acquérir la nationalité avec beaucoup plus de facilité que les autres étrangers purs.

Un cas peut se présenter : quand un ex-Egyptien n'a pu ni voulu se faire réintégrer, ses enfants peuvent cependant jouir du droit de réclamer la nationalité ; on ne peut dire que c'est un cas de réintégration, puisque ces enfants n'ont jamais été Egyptiens, mais ce qu'ils gardent du sang égyptien permet à la loi de leur faciliter l'acquisition de la nationalité.

*Procédure à suivre :*

Pour redevenir Egyptien, la demande doit être faite au Ministre de la Justice ; cette demande doit être précédée ou accompagnée d'une autre condition,

c'est la fixation du domicile réel sur le territoire égyptien.

La naturalisation doit être offerte par décret individuel inséré au Bulletin des Lois, comme dans la loi française. On peut considérer cette date comme point de départ de la naturalisation du postulant.

Enfin, il faut toujours laisser le Gouvernement libre d'accorder ou de refuser sa nationalité, sans être obligé de donner les motifs de son refus ; c'est un acte discrétionnaire qui échappe à tout recours, car le Gouvernement est seul juge de son opportunité (1).

## II. — *Femme et enfants majeurs du naturalisé*

La naturalisation est un acte qui ne marque ses effets que sur le postulant lui-même et ne le dépasse pas. Mais il se peut que le naturalisé soit marié et ait des enfants majeurs ; est-ce que cette nouvelle nationalité englobera toute la famille ? La loi française répond par la négative, ainsi que la loi égyptienne.

Article 8. — « L'Etat qui accorde une naturalisation ne connaît que celui qui l'a sollicitée ; c'est sur ses aptitudes personnelles, non sur les qualités de sa famille, que l'enquête a porté ; et ce serait dépasser les intentions du Gouvernement à qui a été faite la

---

(1) V. MM. Pillet et Niboyet, p. 189.

demande que d'attribuer à sa décision une portée collective. » (1)

Nous allons traiter ces deux cas successivement.

*Femme du naturalisé.* — La naturalisation du mari n'exerce par elle-même aucune influence sur la nationalité de sa femme ; c'est une mesure pratiquée même sous l'empire de la législation antérieure, où la femme était mise en demeure de faire connaître, au moment du changement de la nationalité de son mari, si elle entendait conserver sa nationalité ou suivre celle de son époux. On remarque que le même principe est maintenu par l'article 12, al. 2 et 3, C. civ., en 1889, où l'on voit que la femme ne suit pas la nationalité de son mari lorsque celle-ci se trouve changée.

Mais, pour ne pas laisser un ménage de deux différentes nationalités et pour laisser subsister l'état normal entre le mari et sa femme, la loi donne le choix à la femme, ou de montrer sa volonté d'acquérir la même nationalité que son mari, et cela en joignant sa demande à celle de son mari, ou elle aura la faculté de demander cette nationalité plus tard, par un acte postérieur. Cette faveur donnée à la femme lui permet de prendre la même nationalité que son époux, et lui en facilite l'acquisition.

---

(1) V. Weiss, p. 112.

La femme est affranchie des conditions d'âge, de stage, que l'étranger doit satisfaire.

La veuve d'un étranger décédé en instance de naturalisation profite de l'admission à domicile de son mari, c'est-à-dire que si le mari meurt au cours des cinq ans, la femme, pour pouvoir profiter de la naturalisation, n'a qu'à parfaire le stage. La femme qui désire profiter de cette nationalité doit venir faire sa soumission, fixer son domicile en Egypte, et effectuer cette soumission de domicile l'année même de sa demande. La demande de naturalisation doit être adressée au Ministère de la Justice, où elle sera étudiée et où elle subit l'enquête nécessaire pour pouvoir donner une décision, soit négative, soit affirmative.

*L'enfant majeur.* — La loi n'impose pas la nationalité acquise par le père à son fils majeur, puisque la naturalisation est un acte personnel qui ne s'étend pas à toute la famille, et aussi parce que l'enfant majeur est capable et libre de prendre la nationalité qui lui paraît le mieux convenir à ses désirs.

Les conditions précédentes sont presque les mêmes pour l'enfant majeur du naturalisé ; cela s'explique ainsi : l'enfant majeur peut demander la nationalité de son père en sollicitant pour lui la même faveur par une demande attachée à celle de son père, ou il pourra se faire naturaliser par une demande postérieure. On l'exempte également des conditions d'âge,

de stage, pourvu qu'il vienne fixer son domicile en Egypte.

L'enfant majeur peut se prévaloir du restant de la durée d'admission à domicile offerte à son père décédé ; l'enfant majeur n'a qu'à parfaire le stage. Il lui faut venir fixer son domicile en Egypte, et cela doit être effectué dans l'année de sa demande de naturalisation. Cette demande, comme d'habitude, doit être portée aux autorités compétentes, et ensuite celles-ci la transmettent au Ministère de la Justice. Elle doit contenir les conditions exigées dans le cas de naturalisation ordinaire, sauf les quelques conditions précitées dont l'individu est exempté.

### CHAPITRE III

---

## ACQUISITION SANS DEMANDE PAR LE SEUL EFFET DE LA LOI

---

Ce titre englobe la catégorie des personnes que la loi considère les plus favorisées et les plus aptes à bénéficier de la naturalisation que le postulant a acquise. Nous entendons par là le cas : (a) des enfants mineurs du naturalisé ; (b) de la femme étrangère épousant un Egyptien.

Nous allons traiter ces deux cas successivement :

#### I. — *L'enfant mineur du naturalisé*

L'article 8 de la loi ottomane du 19 janvier 1869 dit : « L'enfant même mineur d'un sujet ottoman qui s'est naturalisé étranger ou qui a perdu sa nationalité ne suit pas la condition de son père et reste

sujet ottoman. L'enfant même mineur d'un étranger qui s'est naturalisé Ottoman ne suit par la condition de son père et reste étranger. »

De cet article, on voit que la loi ottomane suit la théorie de la naturalisation individuelle, indiquant que le père qui s'est fait naturaliser ne transmet pas sa nouvelle nationalité à ses enfants mineurs, mais ceux-ci gardent toujours leur nationalité d'origine, malgré le changement de la nationalité de leur père.

Nous ne partageons pas cet avis, mais nous estimons préférable de prendre le système de la naturalisation collective, qui étend de plein droit la naturalisation du père à ses enfants mineurs ; nous préférons cette méthode, parce qu'il est évident que pour laisser sa vie normale à la famille il ne faut pas briser son unité. Ce serait créer des complications que de voir le père ayant une nationalité autre que celle de son enfant mineur, qui dépend absolument de lui, et qui n'a pas encore la faculté d'en choisir une d'après ses intérêts et ses convenances. Mais il a toujours besoin, tant que sa minorité durera, des soins paternels ; on peut répliquer que les soins peuvent exister quoique l'enfant ait une autre nationalité, mais puisque le père a considéré que la nouvelle nationalité lui convient mieux pour ses intérêts, il n'est pas juste de priver son enfant mineur, malgré son attachement fidèle à son père, du bénéfice de ces avantages que le père considère appréciables pour lui.

Cette nationalité imposée aux enfants mineurs ne

doit pas les priver du droit de la répudier au moment de leur majorité, où ils seront capables de raisonner les utilités de la nationalité pour laquelle ils optent.

Nous ne sommes pas d'avis de donner le pouvoir aux parents d'enlever à l'enfant mineur la possibilité de répudier à sa majorité la nationalité qui lui a été imposée par ses parents quand il était mineur (art. 20, alinéa 2, du Code civil français).

Quoique nous réclamions la naturalisation collective des enfants mineurs avec leurs parents, cela ne doit pas priver l'enfant, quand il atteint sa majorité, de jouir de la capacité de bien exprimer librement sa volonté en renonçant à cette nationalité pour reprendre sa nationalité d'origine, s'il la trouve alors plus favorable à ses intérêts personnels.

Nous devons en même temps dire que les filles qui sont ou ont été mariées au moment du changement de la nationalité du père ne doivent pas suivre cette nationalité, mais elles maintiendront la nationalité de leur mari, comme les règles appliquées du Code civil allemand (L. 1870, § II, modifié par l'article 41, I, de la loi d'introduction du Code de l'Empire).

Lorsque l'enfant mineur est un enfant naturel, et sera reconnu par son père, il prend la nationalité de ce dernier *jure sanguinis*. Au cas où l'enfant serait reconnu par ses parents simultanément, il suivrait la nationalité du père, celle de la mère demeurant sans effet. Mais si c'était sa mère qui l'ait reconnu

la première, alors il dépendrait de la nationalité de cette dernière. Il faut mentionner que, quand le fils d'un étranger naturalisé a laissé passer le délai d'un an à partir de sa majorité sans opter pour sa nationalité d'origine, la nationalité de son père sera considérée comme acceptée par le fils.

Nous voyons que cette théorie de la naturalisation collective est appliquée dans beaucoup de lois.

L'article 12, al. 3, du Code civil français. La loi italienne la cite également dans son article 10 (Code civil italien). La loi allemande l'a notifié aussi dans son L. 1870, § II, modifié par l'article 41 I de la loi d'introduction au Code de l'Empire.

La loi anglaise la mentionne de même (ib., 6. 10, 5 ; L. 1895).

## II. — *Femme étrangère épousant un Egyptien*

Sous l'empire de la loi antérieure à celle de 1889, le législateur français considérait que la Française qui épousait un étranger perdait nécessairement sa nationalité française pour prendre celle de son époux (art. 19 de la rédaction de 1804). Cette solution n'était pas brillante, elle avait quelques inconvénients, car si la femme prend la nationalité de son mari, c'est afin d'assurer une vie familiale heureuse et une unité de nationalité qui paraît indispensable. Mais il se peut que le mari soit heimathlos ou que sa loi nationale n'accorde pas la nationalité du mari

à sa femme ; alors, la situation de la femme ne devient pas agréable : ou bien elle a une double nationalité, ou bien elle reste sans patrie.

Les législateurs ont si bien vu les inconvénients qui peuvent naître de ces mesures qu'ils ont dû amender, en 1889, l'ancien article concernant ces cas par un autre qui ne donnait à la femme la nationalité de son mari qu'autant que trois conditions se trouvent réunies (1) :

1° Il faut qu'elle soit capable ;

2° Il faut que son mariage soit valable ;

3° Il faut que ce mariage lui confère la nationalité de son mari.

1° *La capacité de la femme.* — D'après cette condition, on exige que la femme qui se marie soit capable d'après la loi française. Une mineure qui se marie à l'âge de 15 ans (Code civil, art. 144), quelque fois avant cet âge si elle obtient une dispense (Code civil, art. 145), pourra renoncer à la nationalité française en se donnant un époux étranger (2).

2° *Que le mariage soit valable.* — On entend par cela que le mariage contracté soit valable d'après la loi qui gouverne sa formation, et que cela soit conformément aux principes du droit international privé.

---

(1) V. Weiss, p. 172. Ces conditions existaient déjà au Code civil portugais, art. 22-4°, et dans la loi mexicaine de 1886 (art. 2-IV).

(2) V. Weiss, p. 172, édition 1925.

3° *Le mariage confère à la femme française la nationalité de son mari.* — On peut en conclure que si la législation du pays du mari n'accorde pas sa nationalité à la femme par le mariage, la femme française conserve toujours sa nationalité d'origine, et le mariage n'apporte aucune modification à sa nationalité ; il en sera de même si le mari n'a pas une nationalité déterminée.

Nous avons dit clairement comment la loi française traite la femme française qui épouse un étranger ; nous allons maintenant voir ces mêmes cas d'après la loi ottomane de 1869, appliquée en Egypte jusqu'à maintenant, en attendant la nouvelle loi égyptienne sur la nationalité que l'on est en train d'élaborer en Egypte à l'heure actuelle.

L'article 7 de la loi de 1869 dit : « La femme ottomane qui a épousé un étranger peut, si elle devient veuve, recouvrer sa qualité de sujette ottomane, en en faisant la déclaration dans les trois ans qui suivront le décès de son mari. Cette disposition n'est toutefois applicable qu'à sa personne ; ses propriétés sont soumises aux lois et règlements généraux qui les régissent. »

Le présent article ne dit pas clairement que la femme étrangère épousant un Ottoman devient Ottomane ; pour cela, la question est restée très controversée. Les uns disent que la femme étrangère garde

toujours sa nationalité d'origine (1), tandis que les autres décident, que l'étrangère devient Ottomane par le mariage avec un sujet ottoman (2).

Pour ceux qui disent que la loi ottomane n'a pas mentionné l'acquisition de la nationalité ottomane pour la femme étrangère, nous pouvons répliquer en citant les lignes suivantes : « Au surplus, une nouvelle loi émanée du Sultan a donné à celle de 1869 le complément et l'interprétation qu'on réclame avec tant d'insistance. L'article 55 du règlement des Consuls de Turquie à l'étranger, relatif à l'immatriculation des sujets ottomans à l'étranger et approuvé par « Iradé » impérial, de même que la loi de 1869, porte que « comme la femme de nationalité étrangère qui se marie à un Ottoman rentre par le fait du mariage dans la nationalité ottomane, elle sera aussi enregistrée ». (3).

Il résulte de ces lignes que le législateur ottoman a considéré que la femme étrangère qui épouse un Ottoman est devenue sujette ottomane également, il est d'ailleurs très compréhensible et assez rationnel de conférer à la femme la nationalité de son mari chef de la famille, pour maintenir l'unité entre les deux époux et éviter autant que possible ce que le cas contraire peut produire d'inconvénients en lais-

(1) Cour d'appel mixte, 11 avril 1895, Le Caire.

(2) Cour d'appel mixte, 30 décembre 1914, Gazette 5, p. 51, n° 120, et Cour d'appel mixte d'Alexandrie, 10 février 1910.

(3) V. Arminjon, p. 106.

sant la femme se prévaloir quelquefois des privilèges ou quelquefois de la priver des bénéfices que l'on ne donne pas à l'étranger. « La femme ne contracte pas mariage pour se soustraire à la juridiction de son pays ; elle suit la nationalité de son mari pour maintenir l'unité du droit dans les rapports de famille, et parce que la femme en général est tenue de suivre l'état, la condition et le domicile du mari, et il doit en être de même dans la nationalité ». (1)

La règle de conférer la nationalité du mari à sa femme est devenue assez générale, et la plupart des Etats du monde entier appliquent cette loi, y compris la Turquie (2), bien qu'on dise que ce cas est controversé ; mais nous estimons que cette controverse n'a pas de raison d'être, car, si l'article 7 de la loi de 1869 oblige la femme ottomane à suivre la nationalité de son mari étranger, il n'y aura pas de raison de priver l'Ottoman, comme contre-partie de ce droit naturel, de donner sa nationalité à son épouse. Si l'on objecte que la loi ottomane ne l'a pas dit expressément, on peut se référer à la note explicative, article 55, qui marque clairement l'entrée de l'épouse étrangère dans la nationalité ottomane (3). Nous estimons que la meilleure solution, c'est de prendre les mesures de réciprocité qui sont les plus naturelles ;

---

(1) V. Zeballos, t. 3, p. 460.

(2) V. MM. Pillet et Niboyet, p. 166.

(3) V. Supra.

par conséquent, puisque la loi ottomane offre la nationalité du mari étranger à sa femme Ottomane, il n'y a pas de raison que les autres lois soient conçues dans un esprit différent.

« Si le législateur ottoman a voulu que la femme ottomane mariée à un étranger perde sa nationalité ottomane pour acquérir celle de son mari, à plus forte raison a-t-il dû admettre, dans l'hypothèse inverse, la perte de la nationalité étrangère pour la nationalité ottomane. S'il a estimé qu'il convenait dans le premier cas de sacrifier la nationalité d'origine de la femme à l'unité de la famille, comment n'aurait-il pas pensé de même dans le second, qui devait lui paraître bien plus favorable ? » (1)

« Si le législateur ottoman n'a pas cru devoir formuler ce principe dans un article spécial et exprès, c'est parce qu'il l'a jugé inutile, le principe en question étant généralement reconnu par les législateurs de tous les Etats civilisés. » (2).

Nous espérons que les arguments précédents ont bien mis à jour la volonté du Gouvernement ottoman de conférer la nationalité du mari ottoman à sa femme étrangère, et ont convaincu les pays qui exigent, d'après leur législation, que les lois étran-

---

(1) V. Arminjon, p. 103.

(2) V. Salem, *Journal de droit international privé*, Clunet, 1888, p. 478.

gères accordent la nationalité à la femme étrangère d'après le mariage.

Alors, nous croyons utile de suivre cette règle dans la nouvelle loi égyptienne pour que l'on accorde à l'étrangère épousant une Egyptien la nationalité de son mari, afin de conserver toujours l'unité dans la famille.

Dans la loi anglaise, l'article 10 dit que l'Anglaise qui se marie avec un étranger perd la nationalité anglaise ; cela ne veut pas dire qu'elle prenne la nationalité de son mari ou non, mais seulement elle perd la nationalité anglaise (1).

Si l'on réplique en disant qu'en Egypte la polygamie est permise, nous dirons qu'elle était admise pour des causes historiques, mais qu'elle est presque inusitée dans le pays et assez mal vue.. On va bientôt émettre une loi pour la prohiber, de même qu'il a paru en Turquie, en 1925, une loi à ce sujet.

Ce principe de conférer la nationalité du mari à sa femme étrangère est généralement reconnu dans toutes les lois, comme nous espérons qu'il n'y aura plus de controverse, pour arriver à diminuer le conflit des lois autant que possible. Nous pouvons citer le pas qu'a fait la France à cet égard.

« Dans le sens de la nationalité ottomane de la femme (Tribunal consulaire de France au Caire, 23

---

(1) V. Dicey, p. 197.

mars 1900), le Ministre des Affaires étrangères de France s'est, vers la fin de 1901, prononcé dans ce dernier sens, et il a envoyé des instructions à ses agents diplomatiques ou consulaires accrédités dans le Levant, leur prescrivant de refuser leur protection à la ci-devant Française dénaturalisée par son mariage avec un Ottoman.» (1)

Mais la femme peut-elle se marier en convenant qu'elle ne changera pas de nationalité ? Cela nous paraît inadmissible et contraire à l'ordre public (2).

---

(1) Destour IV, p. 35, cité par M. Salem, op. civ., p. 22.

(2) Cogordan, p. 278, Rouard de Card, p. 137, Le Sueur Dryfus, p. 171.

## CONCLUSION

---

Il nous faut dire, en terminant notre travail, que, pour arriver à faire une loi sur la nationalité, il faut que le législateur mette au clair ces points de vue et qu'il les précise de façon à ne pas laisser intervenir de doute dans leur interprétation. Tout cela pour éviter le conflit des lois, qui peut créer beaucoup de difficultés. Il est évident que chaque Etat applique les lois qui lui semblent les plus convenables et qui satisfont le mieux au bien-être de son pays. Cependant, les lois se différencient d'après les intérêts, et c'est à ce moment qu'il s'agit de diminuer autant que possible ce qui peut surgir de controverse pour arriver au développement de droits internationaux.

Dans notre ouvrage, nous avons étudié autant que possible les différentes lois modernes sur les différentes nationalités, pour pouvoir nous permettre de présenter à nos législateurs s'occupant à l'heure actuelle d'élaborer la nouvelle loi sur la nationalité égyptienne, ce qui paraît à notre sens le plus utile au pays. Nous espérons ainsi les aider à doter le pays d'une loi qui pourra satisfaire aux aspirations natio-

nales et combler les lacunes qui existent dans la loi du 19 janvier 1869, loi qui doit subir assez de modifications.

Nous nous sommes inspiré à plusieurs reprises de la législation française, qui avait déjà servi comme guide à l'Égypte dans la rédaction de son Code civil égyptien en 1887.

Nous avons suivi le mode de l'application du *jus sanguinis* et du *jus soli*, simultanément ; nous prenons en principe le *jus sanguinis* comme base, mais nous penchons vers le *jus soli* le cas échéant. Nous avons choisi ce système pour des raisons vitales pour le pays ; celui-ci est à forte immigration étrangère et risque d'être vite submergé par les étrangers si l'on n'y prend garde.

Pour la naturalisation, nous avons adopté le principe de la naturalisation collective, qui est assez rationnel pour maintenir l'unité familiale et pour parer aux difficultés qui pourront se produire si l'on continue à appliquer la naturalisation strictement individuelle.

Pour la femme étrangère qui se marie avec un Égyptien, nous espérons que nos législateurs préciseront clairement, dans l'article concernant ce cas, que la femme étrangère acquiert la nationalité de son mari, pour mettre fin aux arguments créés par les pays qui exigent ces mesures. De même, nous espérons voir paraître bientôt cette loi qui prohibe la polygamie, pour tranquilliser davantage les préoc-

cupations des autres pays et pour éviter le conflit des lois.

Quant on pourra arriver à faire régner les règles de droit international dans les pays, comme le droit commun, alors sera venu le moment de la tranquillité mondiale et le bon accord entre les pays.

Chaque Etat doit faire des concessions pour avoir la paix mondiale ; Anatole France a dit avec raison :  
« Si vous voulez la paix, préparez-la. »

## LA LOI SUR LA NATIONALITÉ OTTOMANE

DU 19 JANVIER 1869

---

Article premier. — Tout individu né d'un père ottoman et d'une mère ottomane, ou seulement d'un père ottoman, est sujet ottoman.

Art. 2. — Tout individu né sur le territoire ottoman, de parents étrangers, peut, dans les trois ans qui suivront sa majorité, revendiquer la qualité de sujet ottoman.

Art. 3. — Tout étranger majeur qui a résidé durant cinq années consécutives dans l'Empire Ottoman peut obtenir la nationalité ottomane en adressant, directement ou par intermédiaire, sa demande au Ministre des Affaires étrangères.

Art. 4. — Le Gouvernement Impérial pourra accorder extraordinairement la nationalité ottomane à l'étranger qui, sans remplir les conditions de l'article précédent, serait jugé digne de cette faveur exceptionnelle.

Art. 5. — Le sujet ottoman qui a acquis une nationalité étrangère avec l'autorisation du Gouvernement Impérial est considéré et traité comme sujet étranger; si, au contraire, il s'est naturalisé étranger sans autorisation préalable du Gouvernement Impérial, sa naturalisation sera considérée comme nulle et non avenue, et il continuera à être considéré et traité en tous points comme sujet ottoman.

Aucun sujet ottoman ne pourra, dans tous les cas, se naturaliser étranger qu'après avoir obtenu un acte d'autorisation délivré en vertu d'un Iradé impérial.

Art. 6. — Néanmoins, le Gouvernement Impérial pourra prononcer la perte de la qualité de sujet ottoman contre tout sujet ottoman qui sera naturalisé étranger ou qui aura accepté des fonctions militaires près d'un Gouvernement sans l'autorisation de son souverain.

Dans ce cas, la perte de la qualité de sujet ottoman entraînera de plein droit l'interdiction, pour celui qui l'aura encourue, de rentrer dans l'Empire Ottoman.

Art. 7. — La femme ottomane qui a épousé un étranger peut, si elle devient veuve, recouvrer sa qualité de sujette ottomane, en en faisant la déclaration dans les trois ans qui suivront le décès de son mari. Cette disposition n'est toute fois applicable

qu'à sa personne : ses propriétés sont soumises aux lois et règlements généraux qui les régissent.

Art. 8. — L'enfant même mineur d'un sujet ottoman qui s'est naturalisé étranger ou qui a perdu sa nationalité ne suit pas la condition de son père et reste sujet ottoman. L'enfant même mineur d'un étranger qui s'est naturalisé ottoman ne suit pas la condition de son père et reste étranger.

Art. 9. — Tout individu habitant le territoire ottoman et réputé sujet ottoman et traité comme tel, jusqu'à ce que sa qualité d'étranger ait été régulièrement constatée.

VU : *Le Président de Thèse,*

PILLET.

VU : *Le Doyen,*

H. BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

P. LAPIE.



## BIBLIOGRAPHIE

---

- D<sup>r</sup> A. Abouheif. — *Le Droit international privé en Europe et en Egypte*, Le Caire, 1924.
- Arminjon. — *Etrangers et Protégés dans l'Empire Ottoman*, Paris, 1903.
- G. Cogordan. — *La Nationalité*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, 1890.
- L. Campistron. — *Commentaire pratique des lois des 26 juin 1889 et 22 juillet 1893 sur la nationalité*, Paris, 1894.
- Catellani. — *Il diritto internazionale privato e i suoi recenti progressi*, Torino, 1895.
- Dicey. — *A Digest of the Law of England with Reference to the Conflict of Law*, 3<sup>rd</sup> ed., London, 1922.
- Journal de Droit international privé, Clunet, 1888.
- Mme Juliette Adam. — *L'Angleterre en Egypte*, Paris, 1922.
- D<sup>r</sup> Latif-Himaya. — *Condition internationale de l'Egypte depuis 1914*, 1922.
- G. de Lapradelle. — *Revue*, 1918.
- Lord Cromer. — *Abbas II*.
- E. Lehr. — *La Nationalité dans les principaux Etats du Globe*, 1909.
- Le Sueur et Dreyfus. — *La Nationalité*, 1890.
- A. Pillet et J.-P. Niboyet. — *Manuel de Droit international privé*, 1924.

Rapport de M. Delsol, Sénat, le 3 juin 1889.

Rouard de Card. — *La Nationalité française*, Paris, 1894.

Vincent. — *La Loi du 26 juin 1889 sur la Nationalité*.

A. Weiss. — *Manuel de Droit international privé*, 1925.

Westlake. — *A Treatise on Private international Law*,  
5 th. ed., London, 1922.

E.-S. Zeballos. — *La Nationalité au point de vue de la  
Législation comparée et du Droit privé humain*, 1916.

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                    |   |
|--------------------|---|
| Introduction ..... | 7 |
|--------------------|---|

### PREMIÈRE PARTIE

|                                                                                                         |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Chapitre premier : Un aperçu général sur l'histoire contemporaine et le statut actuel de l'Egypte ..... | 11 |
| Mohamed Ali .....                                                                                       | 12 |
| Abbas I <sup>er</sup> et Saïd .....                                                                     | 13 |
| Ismâïl Pacha.....                                                                                       | 14 |
| Tewfik Pacha .....                                                                                      | 17 |
| Abbas II .....                                                                                          | 26 |
| Chapitre II : L'Egypte au cours de la guerre.....                                                       | 29 |
| Sultan Hussein Kamel I <sup>er</sup> .....                                                              | 31 |
| Sultan Fouad I <sup>er</sup> .....                                                                      | 33 |
| Chapitre III : L'Egypte dès l'armistice jusqu'à nos jours..                                             | 35 |
| Les Capitulations.....                                                                                  | 54 |

### DEUXIÈME PARTIE

|                                                            |    |
|------------------------------------------------------------|----|
| Acquisition de la nationalité.....                         | 57 |
| Chapitre premier : La naturalisation d'origine.....        | 64 |
| Détermination de la nationalité <i>jus sanguinis</i> ..... | 67 |
| I. — Enfant légitime.....                                  | 68 |
| II. — Enfant naturel .....                                 | 70 |
| III. — Enfant légitimé .....                               | 73 |
| IV. — Enfant adoptif.....                                  | 74 |

|                                                                                                                                           |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Chapitre II : Détermination de la nationalité <i>jure soli</i> ..                                                                         | 76 |
| I. — Enfant né en Egypte de parents inconnus ou<br>dont la nationalité est inconnue.....                                                  | 78 |
| II. — Enfant né en Egypte d'un étranger qui lui-<br>même y est né.....                                                                    | 79 |
| III. — Enfant né en Egypte d'un étranger qui n'y est<br>pas né lui-même et qui à l'époque de sa majorité<br>a son domicile en Egypte..... | 84 |

## TROISIÈME PARTIE

|                                                                              |     |
|------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Acquisition de la nationalité par un fait postérieur à la<br>naissance ..... | 95  |
| Chapitre premier : La naturalisation ordinaire.....                          | 98  |
| (a) Condition de fond.....                                                   | 103 |
| (b) Condition de forme.....                                                  | 113 |
| Chapitre II : La naturalisation de faveur .....                              | 115 |
| I. — Enfant né d'un ex-Egyptien.....                                         | 116 |
| II. — Femme et enfants majeurs du naturalisé....                             | 117 |
| Chapitre III : Acquisition sans demande par le seul effet de<br>la loi ..... | 121 |
| I. — Enfants mineurs du naturalisé.....                                      | 121 |
| II. — Femme étrangère épousant un Egyptien....                               | 124 |
| Conclusion .....                                                             | 132 |







